

RAPPORT DE RECHERCHE



MESURE ET ANALYSE DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRATIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST PAR LES COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERT



Pour citer: CREG et BSR-CEA, 2023 " Mesure et analyse de l'économie générationnelle en Afrique de l'Ouest par les comptes nationaux de transfert"

RAPPORT DE RECHERCHE DDD



MESURE ET ANALYSE DE L'ECONOMIE GENERATIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST PAR LES COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERT

Table des matières

Tables des illustrations	5
Tableau	6
Graphique	6
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
RESUME	8
INTRODUCTION.....	9
Chapitre 1 : CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DE LA CEDEAO	11
I.1. Performances économiques & Gouvernance.....	11
I.2. Dynamiques démographiques	13
I.3. Situation du marché du travail.....	14
I.3. Développement social (IDH, pauvreté, Indice de Gini, exclusion sociale, COVID-19)	19
Chapitre 2 : THEORIE DE L'ECONOMIE GENERATIONNELLE :	
APPLICATION AUX COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERTS	21
II.1. Concepts généraux sur l'économie générationnelle	21
II.2. Déficit du cycle de vie	20
II.3. Méthode des comptes de transferts nationaux.....	22
II.3.1. L'équation fondamentale des NTA.....	22
II.3.2. Le cycle de vie économique.....	23
• Le profil de consommation	23
• Le profil du revenu du travail.....	24
II.3.3. Ratio de soutien et dividende démographique	24
II.4. Construction du profil régional à partir des profils pays	26
II.4.1. Méthode de normalisation.....	26
II.4.2. Méthode de la moyenne pondérée.....	26
II.5. Données	27
Chapitre 3 : ECONOMIE DE LA POPULATION DANS LA REGION CEDEAO :	
LA DEPENDANCE ECONOMIQUE SOUS L'ANGLE DES NTA.....	28
III.1. Analyse au niveau individuel du déficit du cycle de vie	28
III.2. Analyse du niveau agrégé du déficit du cycle de vie.....	31
III.3 Analyses du sous-ensemble Sahel	33
III.4. Synthèse et comparaison des différents profils	35
Chapitre 4 : OUVERTURE DE LA FENETRE D'OPPORTUNITE DEMOGRAPHIQUE	
ET IMPLICATIONS DE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT	38
IV.1. Le ratio de soutien	38
IV.2. Ouverture de la fenêtre du dividende démographique : premier dividende démographique	40
IV.3. Perspectives à l'horizon 2100.....	42
IV.3.1. Gain de RSE ou coût d'opportunité en RSE selon les scénarii de fécondité.....	42
IV.3.2. Gain en Dividende démographique ou coût d'opportunité économique selon les scénarii de fécondité	43
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES	47
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	49

Tables des illustrations

Tableau

Tableau 1 :	PIB réel et taux de croissance (en %) du dans les pays de la CEDEAO	11
Tableau 2 :	Divers Indicateurs de performance macroéconomique de la CEDEAO en 2018 et 2019.....	12
Tableau 3 :	Liste des pays fragiles ou touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest de 2018 à 2020 ..	12
Tableau 4 :	Tendances démographiques des pays de la CEDEAO	15
Tableau 5 :	Participation à la force de travail et distribution de la force de travail par niveau d'éducation	16
Tableau 6 :	Indicateurs du marché du travail des pays de la CEDEAO	17
Tableau 7 :	Participation à la force de travail des jeunes (15-24 ans) et distribution de la force de travail des jeunes par niveau d'éducation.....	18
Tableau 8 :	Taux de chômage des jeunes (15-29 ans) en fonction de leur niveau d'éducation dans les pays de la CEDEAO sur la base des dernières enquêtes	18
Tableau 9 :	Incidence de pauvreté au seuil international de 1,90 USD par jour et indice de Gini dans les pays de la CEDEAO	19
Tableau 10 :	Année de référence des profils pays NTA	27
Tableau 11 :	Synthèse des principaux résultats et indicateurs	37
Tableau 12 :	Synthèse RSE et date d'ouverture de la fenêtre d'opportunité dans la CEDEAO	39
Tableau 13 :	Synthèse du Dividende Démographique dans les pays de la CEDEAO	42
Tableau 14 :	Variation du RSE selon les hypothèses de fécondité et coût d'opportunité du changement de régime de fécondité sur la période 2015-2100	43
Tableau 15 :	Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité élevée de 2015 à 2095.....	45
Tableau 16 :	Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité moyenne de 2015 à 2095	45
Tableau 17 :	Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité faible de 2015 à 2095.....	46

Graphique

Graphique 1 :	Indicateur de mesure du contrôle de la corruption en 2018	13
Graphique 2 :	Indicateur de mesure de la stabilité politique et de l'absence de Violence/ Terrorisme en 2018.....	13
Graphique 3 :	Distribution de l'emploi total par secteurs d'activité économique dans la CEDEAO en 1991 et 2019	16
Graphique 4 :	Proportion de retraités bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO entre 2010 et 2017	19
Graphique 5 :	Illustration d'un profil de consommation et de revenu à chaque âge	22
Graphique 6 :	Profil moyen de consommation et de revenu du travail de la CEDEAO, 2014	29
Graphique 7 :	Profil moyen de consommation et de revenu du travail en USD comparés de la CEDEAO et de la CEDEAO sans le Nigeria, 2014	29
Graphique 8 :	Profil moyen du déficit du cycle de vie de la CEDEAO, 2014	29
Graphique 9 :	Profil moyen comparés du déficit du cycle de vie en USD de la CEDEAO et de la CEDEAO sans le Nigeria, 2014	29
Graphique 10 :	Profil agrégés de consommation et de revenu du travail, des pays de la CEDEAO, 2014	33
Graphique 11 :	Profil agrégés de consommation et de revenu du travail, des pays de la CEDEAO sans le Nigeria, 2014.....	33
Graphique 12 :	Profil agrégé du déficit du cycle de vie de la CEDEAO et de la CEDEAO sans Nigeria, 2014	33
Graphique 13 :	Profil moyen du Sahel en USD	34
Graphique 14 :	Profil moyen du déficit du cycle de vie du Sahel en USD	34
Graphique 15 :	Profil agrégés de consommation et de revenu des sous-ensembles régionaux de la CEDEAO	35
Graphique 16 :	Déficit du cycle de vie agrégé du Sahel	35
Graphique 17 :	Gains potentiels en proportion du PIB (en %) en 2014 si les jeunes sont mis au travail	37
Graphique 18 :	Indice de la Couverture de la Dépendance Economique (en %) des Jeunes dans la CEDEAO	37
Graphique 19 :	Evolution du ratio de Soutien Economique de la CEDEAO et de ses sous-ensembles de 1950 à 2100	39
Graphique 20 :	Synthèse de l'évolution du ratio de soutien économique dans la CEDEAO	39
Graphique 21 :	Fenêtre d'opportunité du Dividende Démographique : Premier dividende démographique	41
Graphique 22 :	Synthèse du premier Dividende Démographique dans la CEDEAO, la CEDEAO sans le Nigeria et le Sahel.....	41
Graphique 23 :	Synthèse des projections du Ratio de Soutien Economique de 2015 à 2100 de la zone CEDEAO	43
Graphique 24 :	Synthèse des projections du Dividende Démographique de 2015 à 2100 de la zone CEDEAO	44

SIGLES ET ABREVIATIONS

BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
C	Consommation
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COVID	Corona Virus Disease
CPR	Taux de Prévalence Contraceptive
CREG	Consortium Régional pour la Recherche en Economie Générationnelle
DD	Dividende Démographique
GG	Golfe de Guinée
ICDE	Indice de la Couverture de la Dépendance Economique
ICH	Indice du Capital Humain
IDH	Indice de développement humain
ILOSTAT	Base de données statistiques du Bureau International du Travail
ISF	Indice synthétique de fécondité
LCD	Déficit du cycle de vie
NEET	Jeunes pas en emploi, ni en éducation, ni en formation
NTA	Comptes Nationaux de Transferts
ODD	Objectifs de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RSE	Ratio de Soutien Économique
Sahel	Sous-ensemble de la CEDEAO composé du Burkina Faso, du Mali et du Niger
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UNFPA-WCARO	Fonds des Nations Unies pour la population - Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
USD	Dollars des États-Unis d'Amérique
WDI	Indicateurs Mondiaux du Développement
WGI	Indicateurs de gouvernance à l'échelle mondiale
YL	Revenu du travail

Résumé

Ce rapport traite de la problématique de la mesure et de l'analyse de l'économie générationnelle au moyen de la méthodologie des Comptes Nationaux de Transferts (NTA). Les comptes nationaux de transferts (NTA) constituent un outil d'analyse des échanges intervenant entre des individus d'une même société. Ils permettent de dépasser l'analyse de la dépendance démographique reposant uniquement sur l'âge pour intégrer la dépendance économique qui est l'incapacité à chaque âge pour un individu de couvrir ses besoins de consommation par ses revenus du travail. Les NTA permettent ainsi de produire plusieurs indicateurs générationnels dont le déficit du cycle de vie, le ratio de soutien économique et aussi d'identifier l'ouverture de la fenêtre d'opportunité du dividende démographique.

La méthodologie NTA appliquée à la zone CEDEAO a permis d'établir que la distribution des revenus est inégalitaire sur le cycle de vie et cela entraîne une dépendance économique des jeunes qui sont des consommateurs nets jusqu'à l'âge de 30 ans tandis que la dépendance économique des personnes âgées commence à 63 ans. Les individus âgés de 31-62 dégagent un surplus qui ne permet pas de couvrir tout le déficit du cycle de vie de dont la valeur agrégée est de 413,5 milliards USD, représentant 28,6% du PIB régional en parité de pouvoir d'achat. Au niveau de la zone CEDEAO sans le Nigeria, le déficit global est estimé à 104,1 milliards USD, soit 27,1 % du PIB PPA de cet ensemble alors que la valeur relative du déficit du cycle de vie pour le Sahel est de 17,4 % du PIB PPA du Sahel.

La fenêtre d'opportunité du dividende démographique pour la CEDEAO s'est ouverte en 1996 contre 1992 pour la zone CEDEAO sans le Nigeria et dernièrement en 2012 pour le Sahel. En 2020, Le Ratio de Soutien Economique de la zone CEDEAO est de 43 producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs contre 45,2 % pour la CEDEAO sans le Nigeria et 39% pour le Sahel. Il ressort également que le premier dividende démographique pour l'année 2020 est évalué à 0,31% pour la CEDEAO contre 0,39 % pour la zone CEDEAO sans le Nigeria. Le dividende démographique du Sahel est de 0,29 %.

Par ailleurs, les simulations effectuées à partir du ratio de soutien économique établissent qu'il y a un gain potentiel associé à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité faible tandis qu'il y a un coût d'opportunité associée à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité élevée. En outre, le dividende démographique est une opportunité qui est limitée dans le temps car si les investissements adéquats ne sont pas réalisés dans l'intervalle de temps 2025-2055 pour la plupart des pays, les effets de croissance attendus ne seront pas obtenus. Ainsi, le rapport suggère quatre principales recommandations de politique :

- (i) *Mettre en œuvre des politiques pour accélérer la transition de la fécondité ;*
- (ii) *Investir massivement dans la jeunesse à travers des programmes de formation initiale et professionnelle basée sur les besoins du marché du travail ;*
- (iii) *Préparer le vieillissement de la population Ouest-africaine par la mise en œuvre de politiques sociales hardies au plus tard à partir de la période 2035-2045 ;*
- (iv) *Assurer au niveau régional la production régulière et harmonisée de l'écosystème de données nécessaire à la production des Comptes Nationaux de Transferts.*

Introduction

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est la principale Communauté Economique régionale regroupant quinze pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

Au niveau démographique, la CEDEAO a une population globale de 397,2 millions d'habitants en 2020 et cette population est projetée à 1,467 milliards d'individus en 2100 (UN Population Division, 2019). Cette population est l'une des plus dynamiques du monde avec un taux de croissance annuel moyen évalué pour la période 2015-2020 à 2,7 %, contre 2,5 % pour la moyenne africaine sur la même période. Le nombre moyen de naissances vivantes par femme de 5,19 sur la période 2015-2020 est l'un des plus élevés au monde et la population ouest-africaine est très jeune avec plus de trois habitants sur quatre (76,7 %) ayant moins de 35 ans (UN Pop Division, 2020). L'âge médian est de 18,2 ans contre 19,7 et 30,9 ans respectivement pour l'Afrique et le monde.

Nonobstant les problèmes de gouvernance et les importantes crises sécuritaires récurrentes que traversent les pays de la zone, la CEDEAO réalise de bonnes performances sur le plan économique. Sur la période 2018-2018, le taux de croissance annuelle moyenne du PIB réel est de 3,8 % contre 2,7 % pour l'Afrique. Cependant, ces bonnes performances économiques qu'a affecté négativement la maladie à corona virus (COVID-19), contrastent avec l'incapacité de la zone à créer suffisamment d'emplois décents pour la population active qui pour la plupart souffre d'un déficit de qualification. Les jeunes sont fortement atteints par le chômage dont les niveaux sont non seulement supérieurs aux moyennes nationales mais en outre positivement corrélés au niveau d'instruction des jeunes. Par ailleurs, la plupart des emplois créés sont dans le secteur informel avec une proportion des emplois informels hors agriculture en pourcentage de l'emploi total variant de 57,8% à 94,5% (ILOSTAT, 2020). Ainsi, aux dépendants démographiques liés à la forte proportion de la population des moins de 15 ans, il s'ajoute des dépendants économiques qui sont des actifs incapables de dégager suffisamment de revenus de leur activité pour couvrir leurs besoins de consommation.

Cette forte dépendance démo-économique affecte négativement l'épargne, l'investissement au niveau des ménages et a donc une incidence négative sur le capital humain de la société et la croissance économique. En revanche, Bloom, Canning, et Finlay (2010), Bloom et Williamson (1998) ont montré que les modifications de la structure démographique ont catalysé la croissance économique des pays d'Asie de l'Est. Ce phénomène qualifié de dividende démographique est une opportunité historique qui ne peut survenir que si un ensemble de politiques publiques sont mises en œuvre dont les politiques d'emploi (Canning et al., 2016).

De ce fait, les pays de la région engagés dans la transition démographique et ayant une forte population jeune peuvent espérer bénéficier de cette opportunité si les politiques adéquates sont mises en œuvre dans les moments favorables. Dès lors, l'estimation de la dépendance démo-économique, la détermination de la fenêtre d'opportunité du dividende démographique, l'ampleur potentiel de ce dividende et la combinaison des politiques adéquates à mettre en œuvre, revêtent dès lors un intérêt majeur pour les décideurs politiques de la région.

Conscients de ces enjeux et des liens étroits qu'entretiennent les dynamiques démographiques au développement et partant de son rôle d'institution de premier rang pour apporter des solutions globales au continent et développer des connaissances pour défendre et gérer les défis de la prochaine génération, la CEA a créé au sein de son Bureau Sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (BSR-AO), le Centre d'Excellence sur les dynamiques démographiques pour le Développement (DDD). Cette structuration institutionnelle et organisationnelle répond à l'initiative de réforme globale du Système des Nations Unies entamé en 2017 afin de répondre de manière efficace aux questions nouvelles et émergentes de développement dont fait face la région dans son ensemble et l'Afrique de l'Ouest en particulier y compris région du Sahel.

Dans la mise en œuvre de son programme de recherche sur les DDD, la CEA a établi un partenariat avec l'ensemble des centres de recherche des universités de l'Afrique de l'Ouest dont le CREG avec lequel ce rapport de recherche sur les dynamiques démographiques pour le développement en Afrique de l'Ouest est réalisé.

Ce rapport aborde les dynamiques démographiques dans leurs liens avec le développement sous l'angle de l'économie générationnelle. Il s'appuie sur la méthodologie des comptes de transferts nationaux (NTA)

qui produisent une mesure, tant individuelle qu'agrégée, de l'acquisition et de la répartition des ressources économiques aux différents âges (United Nations, 2013).

Le rapport se subdivise en quatre chapitres dont le premier présente le contexte socio-économique et démographique de la CEDEAO, le second présente sommairement la théorie de l'économie générationnelle et décrit assez substantiellement l'approche méthodologique utilisée quand le troisième aborde l'économie de la population dans la région CEDEAO en analysant la dépendance économique sous l'angle des NTA. Le quatrième chapitre identifie l'ouverture de la fenêtre d'opportunité démographique et les implications de politiques de développement avant de présenter la conclusion et les recommandations de politiques économiques et sociales.

Chapitre 1

CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DE LA CEDEAO

Ce chapitre sur le contexte socio-économique et démographique comporte quatre sections : (i) les performances économiques et gouvernance ; (ii) les Dynamiques démographiques ; (iii) la situation du marché du travail ; (iv) l'environnement social et sanitaire

I.1. Performances économiques & Gouvernance

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est l'une des régions les plus performantes et les plus dynamiques du continent. Avec un PIB réel de 669,69 milliards USD en 2018 (Banque Mondiale, 2020B), elle représentait 26,3 % de la richesse réelle du continent. La croissance annuelle moyenne sur la période 2010-2018 est de 3,8 % contre 2,7 % pour l'Afrique. Ce dynamisme économique régionale est imputable aux performances enregistrées par la plupart des pays avec des taux de croissance du PIB réel pour l'année 2019 variant entre 0,4 % (Liberia) à 7,7 % (Mali) (Tableau 1).

Tableau 1 : PIB réel et taux de croissance (en %) du dans les pays de la CEDEAO

	PIB réel en milliards USD)		Ratio PIB pays en % du PIB CEDEAO	Taux de croissance du PIB réel (en %)			
	2017	2018	2018	2017	2018	2019	2010-2018
Bénin	13.0	13.9	2.1	5.7	6.7	7.6	4.8
Burkina Faso	13.2	14.1	2.1	6.3	6.9	6.1	5.8
Côte d'Ivoire	39.5	42.4	6.3	7.7	7.4	7.5	6.9
Cap Vert	1.9	2.0	0.3	3.7	5.1	5.2	2.6
Ghana	50.6	53.8	8.0	8.1	6.3	7.1	6.6
Guinée	10.5	11.1	1.7	10	6	6.3	6.3
Gambie	1.7	1.8	0.3	4.6	6.8	4.1	1.9
Guinée-Bissau	1.1	1.2	0.2	4.8	3.8	5.1	4.0
Libéria	2.6	2.6	0.4	2.5	1.2	0.4	3.4
Mali	14.1	14.8	2.2	6.7	6.8	7.7	4.2
Niger	8.5	9.1	1.4	5	7	6.3	5.9
Nigeria	460.5	469.4	70.1	0.8	1.9	2.3	3.3
Sénégal	23.0	24.5	3.7	7.1	6.7	6.1	5.3
Sierra Leone	3.5	3.6	0.5	3.8	3.5	5.1	4.3
Togo	5.1	5.3	0.8	4.4	4.9	5.3	5.7
CEDEAO	648.8	669.7	100.0	2.5	3.2		4.0

Source : CEDEAO (2020)

Le Nigeria (70,1 %), Ghana (8,0 %), Côte d'Ivoire (6,3 %) sont les trois principaux pays de la zone avec une contribution cumulée au PIB régional d'environ 75 % en 2018 (Tableau 1).

A l'exception du Liberia, les pays ont des déficits publics hors dons en proportion du PIB allant de 2,0 % (Cap Vert) à 11,5 % (Guinée-Bissau) en 2019. Le Libéria en revanche connaît une situation d'excédent budgétaire évaluée à 1,7 % du PIB (Tableau 2). Le dynamisme des investissements publics et l'importance des dépenses de fonctionnement, en particulier les charges salariales importantes seraient à la base des déficits observés dans la zone. Les performances des pays sont aussi relativement faibles en matière de mobilisation de ressources internes. Les recettes fiscales en proportion du PIB nominal varient entre 10,0 % (Guinée-Bissau) et 20,9 % (Togo) en 2019 (Tableau 2).

Tableau 2 : Divers Indicateurs de performance macroéconomique de la CEDEAO en 2018 et 2019

	Déficit public hors dons (en % du PIB)		Solde de la Balance des Opérations Courantes hors transferts officiels (en % PIB nominal)		Ratio des recettes totales hors dons au PIB nominal (en %)		Ratio des recettes fiscales au PIB nominal (en %)		Ratio de la Masse salariale aux recettes fiscales (en %)	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Bénin	-3.5	-3.3	-6.2	-6.8	13.0	13.1	10.2	11.0	44.0	42.5
Burkina Faso	-7.6	-6	-7.3	-9.5	19.5	21.5	17.3	17.8	52.1	55.4
Cap Vert	-3.9	-2	-7.2	-5	26.7	30.3	21.9	22.4	48.6	68.4
Côte d'Ivoire	-5.3	-4.2	-5.4	-4.8	19.1	19.4	16.5	17.0	41.4	39.0
Gambie	-11.9	-7.8	-0.1	0	12.5	13.7	10.3	11.7	36.9	32.2
Ghana	-3.9	-4.5	-0.7	-0.6	15.5	16.7	12.6	13.1	51.9	50.4
Guinée	-2.9	-3.6	-2	-7.1	15.2	17.6	14.4	15.2	30.3	30.6
Guinée-Bissau	-5.9	-11.5	-6.3	-8.1	12.6	13.3	9.9	10.0	47.7	55.2
Libéria	-0.8	1.7	-17.4	-1.2	15.4	14.4	12.1	11.7	80.1	49.3
Mali	-5.9	-4.8	-4.2	-5.6	14.2	20.3	12.5	15.6	39.6	37.2
Niger	-9	-8.1	-16.8	-18.7	13.6	13.6	11.1	11.2	34.7	34.7
Nigeria	-2.8	-2.4	1.3	1.1	3.0	2.3	1.7	1.4	107.2	122.7
Sénégal	-5.6	-5.8	-8.2	-8.8	16.6	18.3	15.3	17.4	34.3	30.5
Sierra Leone	-7.2	-5.3	-19.2	-14.6	13.4	14.9	10.8	12.0	59.0	52.7
Togo	-4.4	-6.2	-8.9	-7.9	22.2	23.2	18.4	20.9	36.6	31.6

Source : CEDEAO (2020)

Au niveau de la gouvernance, 7 pays sont classés en 2020 parmi les Etats fragiles¹ ou touchés par les conflits et l'extrême violence (Tableau 3).

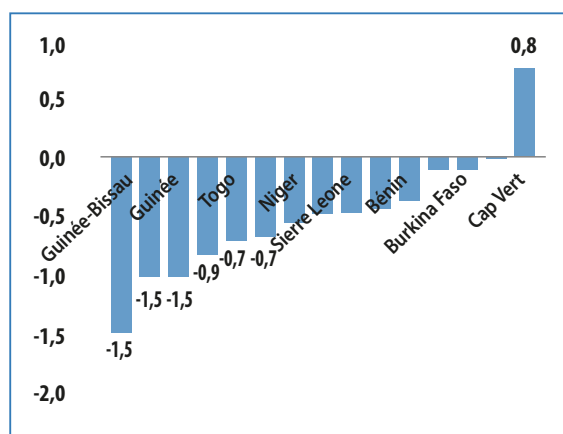
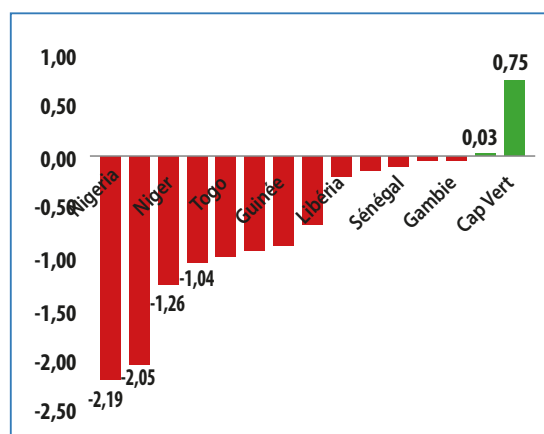
En 2018, tous les Etats de la CEDEAO hormis le Cabo Verde (0,8) avaient des indicateurs négatifs de mesure de la corruption évaluée sur une échelle de -2,5 à 2,5 (Graphique 2). Quant à la stabilité politique et de l'absence de l'extrême violence/terrorisme, à l'exception du Ghana (0,03) et du Cabo Verde (0,75), tous les autres pays de la Communauté ont des scores contre performants dont les plus faibles sont le Nigeria (-2,19), le Mali (-2,05), le Niger (-1,26), le Burkina Faso (-1,04).

Tableau 3 : Liste des pays fragiles ou touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest de 2018 à 2020

	2018	2019	2020
Conflit d'intensité Moyenne	Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Burkina Faso
	Gambie	Gambie	Mali
	Mali	Mali	Niger
	-	-	Nigeria
Haute fragilité institutionnelle et sociale	Guinée Bissau	Guinée Bissau	Gambie
	Liberia	Liberia	Guinée Bissau
	Togo	Togo	Liberia

Source : Compilation de l'auteur à partir de World Bank (2020a), <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

¹ Le vocable de "situations fragiles" recouvre les pays ou les territoires avec : (i) une note EPIP (Évaluation des politiques et des institutions des pays) harmonisée de l'ordre de 3,2 ou moins ; et/ou (ii) la présence au cours des trois dernières années d'une mission régionale (par exemple, de l'Union africaine, de l'Union européenne ou du Traité de l'Atlantique Nord) ou des Nations-Unies pour le maintien ou la consolidation de la paix, à l'exclusion des opérations de surveillance des frontières.¹ L'harmonisation de la note EPIP est réalisée en faisant la moyenne des scores EPIP de la Banque mondiale et des banques de développement régionales correspondantes (la Banque africaine de développement ou la Banque asiatique de développement). Dix-neuf des trente-six pays identifiés comme fragiles sur la base de ces critères sont situés en Afrique subsaharienne (Africa's Pulse, avril 2019, volume 19, p.38)

Graphique 1 : Indicateur de mesure du contrôle de la corruption en 2018**Graphique 2 : Indicateur de mesure de la stabilité politique et de l'absence de Violence/Terrorisme en 2018**

Source : A partir des données de World Development Indicators, Banque Mondiale (2019b)

1.2. Dynamiques démographiques

La CEDEAO a une population globale estimée à 397,2 millions d'habitants en 2020. Cette population est projetée en 787,5 millions en 2050 puis à 1,467 milliards en 2100 (Organisation des Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division Population, 2019). Le taux de croissance annuel moyen de la CEDEAO pour la période 2015-2020 est estimé à 2,7 % contre 2,5% et 1,1 % respectivement pour la moyenne africaine et mondiale.

Cinq pays en 2020 regroupent à eux seuls 77,7 % de la population de la CEDEAO. Ce sont le Nigéria (51,9 %), le Ghana (8,0 %) la Côte d'Ivoire (6,6%), le Niger (6,1 %) et le Burkina Faso (5,3 %). Cependant, le Niger enregistre le taux de croissance démographique le plus élevé, avec 3,9 % équivalent à un doublement de la population en 19 années. À la suite du Niger, ce sont respectivement la Gambie (3,0 %), le Burkina Faso (2,9 %), le Sénégal (2,8 %), la Guinée (2,8 %) et le Bénin (2,8 %) dont les populations se reproduisent également plus rapidement que la moyenne régionale.

Le Cap Vert est l'Etat le moins peuplé (0,6 million d'habitants en 2020) et a la plus faible croissance démographique (1,2 %). Ainsi, le Cabo Verde avec 2,3 naissances vivantes par femme (Tableau 4) a le plus faible Indice Synthétique de Fécondité (ISF) contre une moyenne de 5,19 pour la zone CEDEAO. Les pays ayant des valeurs élevées de l'ISF par rapport à la moyenne régionale sur la période 2015-2020 sont le Niger (7,0), le Nigeria (5,4), la Gambie (5,3) et le Burkina Faso (5,2).

La population ouest-africaine vit essentiellement en zone rurale avec un taux de ruralité moyen de 53,7 % en 2018 (Tableau 4). Le Niger (83,6 %) détient le taux de ruralité le plus élevé tandis que le Cabo Verde a le taux d'urbanisation le plus élevé (65,7%) dans la zone CEDEAO en 2018. En outre, la structure de la population révèle une forte population dépendante sur le plan démographique avec une moyenne régionale de 85,1 % en 2020. A l'exception du Cabo Verde pour lequel le ratio de dépendance démographique est de 49,0 %, ces ratios varient de 67,4% pour le Ghana à 109,5 % pour le Niger pour l'année 2020. Cependant, la forte dépendance est plutôt une dépendance due à la forte jeunesse de la population. À titre d'illustration, la proportion des moins de 15 ans par rapport à la population régionale est en moyenne de 43,2 % contre 2,8 % pour les 65 ans et plus en 2020. Le pic de ratio des moins de 15 ans en proportion de la population totale est de 9,7 % au Niger en 2020 contre un creux de 28,1% observé au Cabo Verde au cours de la même année (Tableau 4).

Les 15-34 ans représentent au niveau de la CEDEAO le tiers de la population totale (33,6%) en 2020. Dans l'espace CEDEAO, plus de trois habitants sur quatre (exactement 76,7%) ont moins de 35 ans et l'âge médian a une valeur estimée entre 15,2 (Niger) et 27,6 (Cabo Verde) contre des moyennes africaines et mondiales respectivement de 19,7 et 30,9 ans en 2020 (Tableau 4).

I.3. Situation du marché du travail

1. Analyse des indicateurs de base du marché du travail

Cette analyse se fait à partir de : (a) la composition de la population active, (b) des indicateurs d'insertion sur le marché du travail ainsi que les poids des différents secteurs dans la fourniture des opportunités d'emplois, (c) des indicateurs du chômage et de sous-emploi, (d) des indicateurs spécifiques pour la jeunesse (15-24 ans) et (e) du lien entre le chômage des jeunes et leur niveau d'instruction ou leur statut de diplômé.

a. Composition de la population active

Les taux de participation à la force de travail varient en 2019 de 52,9 % (Nigeria) à 77,6 % (Togo), témoignant que plus d'un individu sur deux en âge de travailler participe effectivement à la main d'œuvre (Tableau 5). En dépit de la forte participation à la force de travail, la main d'œuvre active dispose d'un faible niveau d'instruction ou de qualification, ce qui a bien évidemment une conséquence majeure sur la productivité du travail. En effet, les sans niveau d'instruction représentent 48,6 % de la population active contre 10 % pour la force de travail de niveau d'instruction supérieure sur les dernières enquêtes (Tableau 5).

b. Indicateurs du taux d'emplois et des contributions des différents secteurs à la création d'emploi

La proportion des personnes employées relativement à la population en âge de travailler varie dans la CEDEAO de 42,7 % (Sénégal) à 76 % (Togo) (Tableau 5). Le Sénégal (42,7 %) et le Nigeria (48,6 %) sont les seuls pays où le ratio emploi par rapport à la population en 2019 est inférieure à 50 %.

Tableau 4 : Tendances démographiques des pays de la CEDEAO

	1950	1990	2014	2015	2020	2030	2050	2100	Pop/Pop. CEDEAO en 2020	Taux de croissance 2015-2020	% 0-14 ans ds Pop. en 2020	% 15-24 ans ds Pop. en 2020	Ratio de depend. en 2020	Pop. Rurale / Pop Totale en 2018	CPR_méth. Mod. (Dernières Enquêtes)	ISF 2015-2020	Esp. de vie à la naiss. 2015-2020	Age Médian 2020
	en millions d'habitants								en %					enfants				
Bénin	2.3	5	10.3	10.6	12.1	15.7	24.3	47.2	3.1	2.8	41.9	19.9	82.6	52.7	12.4	4.9	61.3	18.8
Burkina Faso	4.3	8.8	17.6	18.1	20.9	27.4	43.4	83.2	5.3	2.9	44.4	20.2	87.9	70.6	29.9	5.2	60.9	17.6
Cap Vert	0.2	0.3	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7	0.6	0.1	1.2	28.1	17.1	49.0	34.3	57.1	2.3	72.7	27.6
Côte d'Ivoire	2.6	11.9	22.6	23.2	26.4	33.7	51.3	96.6	6.6	2.6	41.5	20.6	79.8	49.2	19.6	4.7	57.2	18.9
Gambie	0.3	1	2	2.1	2.4	3.2	4.9	8.2	0.6	3	44	20.1	86.9	38.7	8.1	5.3	61.5	17.8
Ghana	5	14.8	27.2	27.8	31.1	37.8	52	79	7.8	2.2	37.1	19.3	67.4	43.9	25	3.9	63.7	21.5
Guinée	3	6.4	11.2	11.4	13.1	17	26	45.3	3.3	2.8	43	21.4	85.2	63.9	10.6	4.7	61	18
Guinée-Biss	0.5	1	1.7	1.7	2	2.5	3.6	5.7	0.5	2.5	41.9	19.7	81.2	56.6	14.4	4.5	57.8	18.8
Libéria	0.9	2.1	4.4	4.5	5.1	6.4	9.3	15.5	1.3	2.5	40.4	20.1	77.6	48.8	30	4.4	63.6	19.4
Mali	4.7	8.4	16.9	17.4	20.3	27	43.6	80.4	5.1	3	47	19.9	98.0	57.6	16.4	5.9	58.7	16.3
Niger	2.6	8	19.2	20	24.2	34.8	65.6	164.9	6.1	3.9	49.7	19.5	109.5	83.6	10.5	7	61.8	15.2
Nigeria	37.9	95.2	176.4	181.1	206.1	263	401.3	732.9	51.9	2.6	43.5	19.4	86.0	49.7	12	5.4	54.2	18.1
Sénégal	2.5	7.5	14.2	14.6	16.7	21.6	33.2	63.5	4.2	2.8	42.6	19.6	84.2	52.8	26.3	4.7	67.5	18.5
Sierra Leone	2	4.3	7	7.2	8	9.6	12.9	16.7	2	2.2	40.3	20.4	76.3	57.9	21.8	4.3	54.1	19.4
Togo	1.4	3.8	7.1	7.3	8.3	10.4	15.4	26.9	2.1	2.5	40.6	19.7	77.1	58.3	17.3	4.4	60.5	19.4
CEDEAO	70.2	178.5	338.4	347.7	397.2	510.7	787.5	1467	100	2.7	43.2	19.7	85.1	53.7		5.19	57.5	18.2

Source : Organisation des Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division Population, (2019), Perspectives de la population mondiale 2019, version en ligne, Rev.1

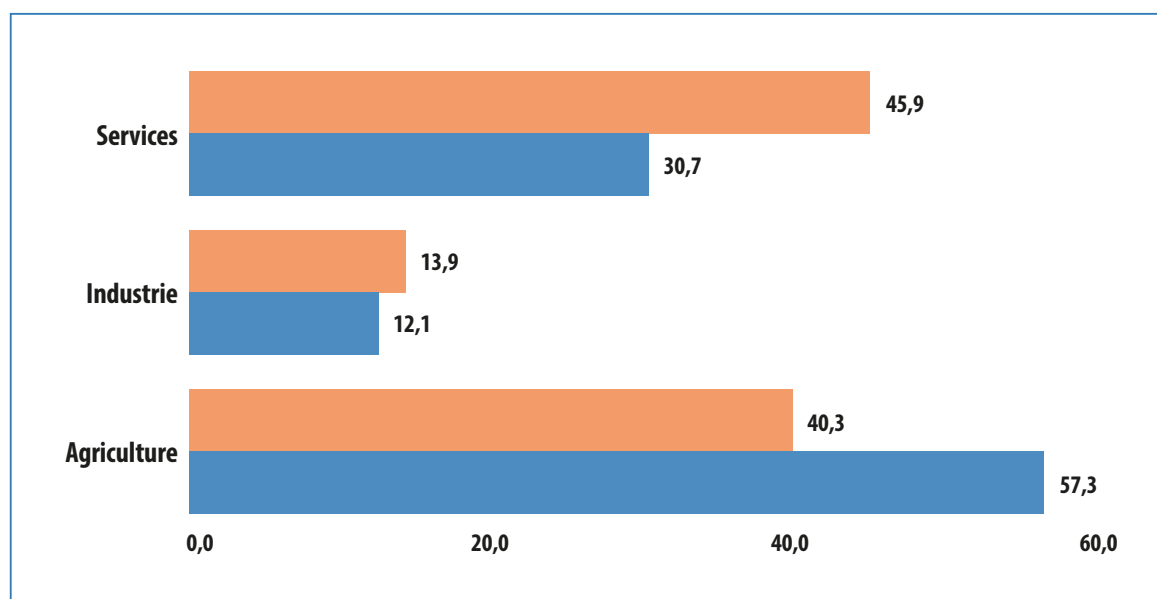
Tableau 5 : Participation à la force de travail et distribution de la force de travail par niveau d'éducation

	Tx de Participation à la force de travail en 2019	Ratio Emploi population en 2019	Distribution de toute la force de travail par niveau d'instruction					
			Sans instruction	Instruction de base	Inter-médiaire	Avancée	Inconnue	Année d'enquête
Bénin	70.9	69.3	60.6	21.4	14.5	3.4	0.0	2011
Burkina Faso	66.4	62.3	76.7	17.9	2.4	2.9	0.0	2018
Côte d'Ivoire	57.0	55.1	50.3	23.0	20.3	6.5	0.0	2017
Cap Vert	60.5	53.0	4.0	34.9	46.2	14.8	0.0	2018
Ghana	67.8	64.9	0.4	54.9	21.0	8.3	15.4	2017
Guinée	61.5	58.9	87.0	7.7	0.3	4.3	0.7	2002
Gambie	59.4	54.0	37.5	24.9	24.7	11.8	1.1	2018
Guinée-Bissau	72.0	70.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	–
Liberia	76.3	74.2	38.8	22.6	18.4	3.9	16.3	2016
Mali	70.8	65.7	74.6	18.8	4.0	2.6	0.0	2018
Niger	72.0	71.7	72.3	23.7	0.8	3.2	0.0	2017
Nigeria	52.9	48.6	49.2	7.5	28.1	15.0	0.2	2019
Sénégal	45.7	42.7	60.2	28.0	6.2	5.6	0.0	2015
Sierra Leone	57.9	55.3	0.1	19.5	11.4	4.9	64.2	2014
Togo	77.6	76.0	54.9	35.5	4.7	4.4	0.4	2017
CEDEAO	–	–	48.6	18.2	19.8	10.1	3.3	

Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT 2020, extraites le 13 juin 2020.

Dans la région CEDEAO, les emplois sont essentiellement créés dans le secteur des services (45,9%) suivi du secteur agricole (40,3 %). Le secteur industriel ne fournit que 13,9% des emplois de toute la zone en 2019. Sur la période 1991-2019, le secteur des services est devenu le principal secteur pourvoyeur d'emploi passant de 30,7 % à 45,9 % de l'emploi total créé tandis que le secteur industriel a est passé de 12,1 % à 13,9 % (Graphique 5). Le marché du travail de la zone est aussi caractérisé par une prépondérance des emplois Informels. La proportion des emplois informels hors agriculture en pourcentage de l'emploi total varie de 57,8 % (Cabo Verde) à 94,5 % (Bénin) (Tableau 7).

Graphique 3 : Distribution de l'emploi total par secteurs d'activité économique dans la CEDEAO en 1991 et 2019



Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT (2020), données extraites le 13 juin 2020

c. Chômage et sous-emploi

Le taux de chômage au sens du BIT calculé pour les différents pays, est faible. A l'exception du Cap Vert (12,2 %) et de la Gambie (10,2 %), les autres pays de la CEDEAO ont des taux inférieurs à 10,0 % (Tableau 7). Toutefois, ces faibles taux de chômage pourraient cacher un sous-emploi en termes de temps de travail (sous-emploi visible) et/ou en termes de revenus et/ou de déclassement professionnel (sous-emploi invisible). Les taux combinés du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage atteignent des valeurs de 31,8 % au Liberia, 25,1 % au Cap Vert, 19 % au Sénégal contre respectivement 3,1 %, 12,2 % et 6,8 % avec le taux de chômage au sens du BIT.

d. Indicateurs de base du marché du travail pour les jeunes (15-24 ans)

Une faible participation des jeunes à la force de travail apparait comme une caractéristique commune de la zone (Tableau 8). En outre, dans tous les pays à l'exception du Liberia, le taux de chômage des jeunes, est supérieur au taux de chômage global. Le chômage est donc un phénomène juvénile dans la CEDEAO. Par ailleurs, une proportion relativement importante de cette frange de la jeunesse (15-24 ans) n'est ni aux études, ni en emploi, ni en formation (NEET). Cette situation est le cas de 38,0% des jeunes de cette tranche d'âge au Sénégal, 35,5% en Côte d'Ivoire, 33,3 % en Gambie, 31,4 % au Cabo Verde. Les faibles proportions de jeunes NEET s'observent en Sierra Leone (11,3 %).

Tableau 6 : Indicateurs du marché du travail des pays de la CEDEAO

	Travailleurs Pauvres avec moins de 1.90 \$ en 2020	Emploi Infor-mel hors agriculture en pourcentage de l'emploi total		Taux de chômage(%) (%)			Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage (en%)			NEET en 2020
			année	Total	15-24	année	Total	15-24	année	
Bénin	38.8	94.5	2011	nd	5.6	2010	38	41.7	2010	15.2
Burkina Faso	34	93.9	2018	4.7	8.6	2018	5.5	9.4	2018	23.1
Côte d'Ivoire	19.5	84.8	2017	3.3	5.5	2017	10.5	13.1	2017	35.5
Cabo Verde	1.8	57.8	2015	12.2	27.8	2018	25.1	nd	2018	31.4
Ghana	7.7	83.2	2015	4.2	9.1	2017	16.7	24.3	2017	31.2
Guinée	29.3	Nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	22.1
Gambia	7.8	75.9	2018	10.2	25.8	2018	16.8	19.4	2012	33.3
Guinée-Bissau	58.4	Nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	18.1
Liberia	38.9	90.2	2014	3.1	2.3	2016	31.8	32.5	2014	13.2
Mali	44.3	88.9	2018	1.6	2.4	2018	1.6	nd	2018	26.2
Niger	39.5	73.4	2017	7.8	16.6	2017	nd	nd	nd	26.4
Nigeria	36.6	Nd	nd	8.5	18.3	2019	nd	nd	nd	22.1
Sénégal	30.4	90.4	2015	6.8	8.1	2015	19	20.1	2011	38.0
Sierra Leone	41.4	Nd	nd	4.7	9.4	2014	14.6	20.1	2014	11.3
Togo	35.1	85.3	2017	3.7	9.5	2017	5.9	12.2	2017	10.5

Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT 2020, extraites le 13 juin 2020

Tableau 7 : Participation à la force de travail des jeunes (15-24 ans) et distribution de la force de travail des jeunes par niveau d'éducation

	Tx de Particip. Des 15-24 ans à la force de travail en 2019	Ratio Emploi population en 2019	Distribution de la force de travail des 15-24 ans par niveau d'éducation					
			Sans instruction	Instruction de base	Inter- médiaire	Avancée	Inconnu	Année d'enquête
Bénin	42.1	40.3	53.5	27.6	17.3	1.6	0.0	2011
Burkina Faso	51.3	47.0	72.5	25.7	1.5	0.3	0.0	2018
Côte d'Ivoire	34.6	32.8	52.9	23.8	18.3	5.0	0.0	2017
Cabo Verde	34.7	25.0	0.5	15.5	75.5	8.5	0.1	2018
Ghana	41.2	37.5	54.5	36.3	3.4	5.7	0.0	2017
Guinée	42.2	39.9	91.7	6.1	0.2	0.7	1.3	2002
Gambie	41.1	36.0	24.9	36.9	29.0	8.7	0.5	2018
Guinée-Bissau	52.2	50.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	--
Liberia	56.1	54.8	19.7	21.4	6.6	0.5	51.8	2016
Mali	60.1	51.2	64.4	32.7	2.3	0.5	0.0	2018
Niger	61.4	61.0	64.3	34.7	0.4	0.0	0.0	2017
Nigeria	29.4	25.3	36.8	13.3	43.6	6.3	0.0	2019
Sénégal	28.1	25.8	59.0	34.7	5.1	1.1	0.0	2015
Sierra Leone	28.1	25.6	0.0	35.0	14.7	1.2	48.8	2014
Togo	62.0	59.9	41.3	50.4	5.8	2.3	0.0	2017

Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT 2020, estimations modélisées du BIT, Nov. 2019, extraites le 13 juin 2020

e . Niveau d'instruction et chômage des jeunes

Sur le marché du travail ouest-africain, l'on remarque une corrélation positive entre le niveau d'instruction des jeunes de 15 à 29 ans et le niveau de chômage (Tableau 9). Les jeunes sans instruction ont une plus faible probabilité d'être au chômage dans tous les pays de la Communauté à l'exception du Bénin. Ces taux de chômage pour les sans niveau d'instruction lorsque l'information existe, varient de 0,6 % (Mali) à 13,4 % (Niger). En revanche, plus les jeunes de 15-29 ans ont un niveau d'instruction élevé, moins ils ont de la chance de trouver un emploi à l'exception du Cabo Verde. Les taux de chômage des jeunes de niveau d'instruction avancé (niveau supérieur) varient de 9,5 % (Ghana) à 50,2 % en Guinée.

Tableau 8 : Taux de chômage des jeunes (15-29 ans) en fonction de leur niveau d'éducation dans les pays de la CEDEAO sur la base des dernières enquêtes

	Total	Sans instruction	Instruction de base	Niveau intermédi.	Niveau Avancé	Inconnu	Année	Ratio avancé/ sans instruction
Bénin	12.8	8.0	5.9	16.8	46.9	17.8	2014	6
Burkina Faso	7.5	6.2	9.2	18.1	28.2		2018	5
Côte d'Ivoire	5.6	2.5	3.2	10.6	24.6		2017	10
Cap Vert	51.5	Na	53.1	51.1	46.2		2015	
Ghana	7.7	Na	5.6	11.3	9.5	3.2	2017	
Guinée	6.1	4.5	15.7	21.2	50.2	4.6	2002	11
Gambie	20.2	15.6	19.6	28.7	10.5		2018	1
Libéria	3.4	1.1	3.0	14.4	16.4	0.6	2016	15
Mali	3.2	0.6	3.2	26.3	42.5		2018	68
Niger	14.0	13.4	14.7		27.5		2017	2
Nigeria	16.2	10.5	14.2	16.2	37.3		2019	4
Sénégal	9.8	5.8	10.7	17.8	45.1		2015	8
Sierra Leone	10.3	5.6	9.9	19.0	11.8		2015	2
Togo	8.3	3.4	8.2	23.3	30.4		2017	9

Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, Nov. 2019, extraites le 13 juin 2020

I.4. Développement social (IDH, pauvreté, Indice de Gini, exclusion sociale, COVID-19)

A l'exception du Cabo Verde (0,65) et du Ghana (0,60) qui sont classés dans la catégorie des pays à Indice de Développement Humain (IDH) moyen, tous les autres pays de la CEDEAO sont classés parmi les pays à IDH faible. Le Nigeria, première puissance économique du continent, a de faibles indicateurs de développement social comparé aux autres pays ayant un niveau de PIB similaire. Avec un IDH de 0,53, le Nigeria est classé 158ème alors que le Niger a la plus faible performance mondiale avec un IDH de 0,38 et un rang de 189 sur 189. L'espérance de vie à la naissance est relativement faible dans l'Espace CEDEAO. Elle est en moyenne de 57,5 ans sur la période 2015-2020 (Tableau 4).

En considérant la ligne d'extrême pauvreté internationale de 1,90 US \$ par jour, les incidences de pauvreté pour l'année 2015 sont en général très élevées. Pour le Bénin, le Mali, le Togo, le Nigeria et la Guinée-Bissau, au moins un habitant sur deux est pauvre avec la plus forte valeur observée en Guinée-Bissau. Trois autres pays se caractérisent par des incidences de pauvreté relativement faibles avec des valeurs comprises entre 3,1 % et 13,3 %. Ce sont le Cabo Verde (3,2 %) qui est le plus performant de la zone en termes de lutte contre la pauvreté, suivi de la Gambie (10,1 %) et du Ghana (13,3 %) (Tableau 11). Selon l'évolution de l'indice de Gini, les inégalités sont plus importantes au Bénin (47,8 %).

Sur le plan de la protection sociale, la proportion des personnes bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO entre 2010 et 2017, à l'exception du Cabo Verde, est très faible et oscille de 2,7 % (Burkina Faso) à 23,5 % (Sénégal). Le Cabo Verde se distingue particulièrement par une proportion de retraités bénéficiant d'une pension de 85,8 % en 2016 (Graphique 7).

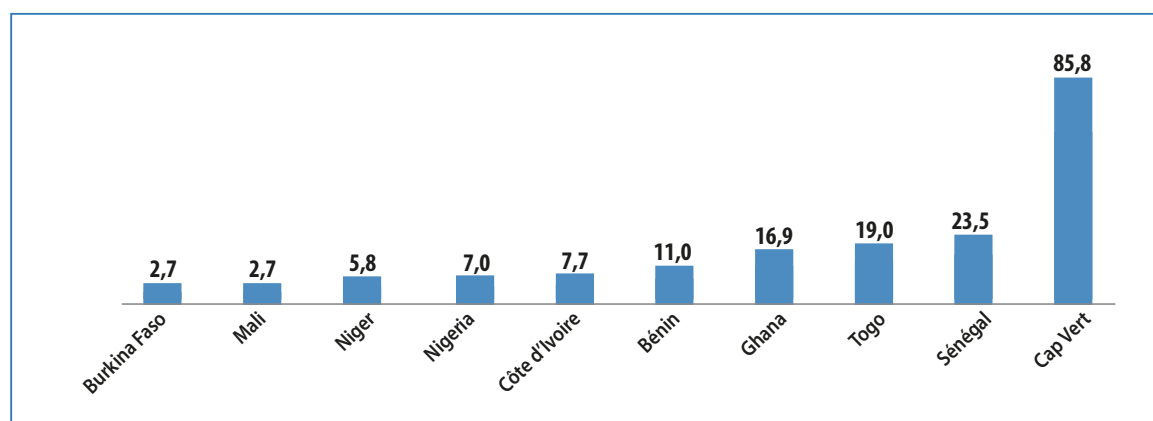
Tableau 9 : Incidence de pauvreté au seuil international de 1,90 USD par jour et indice de Gini dans les pays de la CEDEAO

	Indice de Gini 2015	Incidence de Pauvreté au seuil de \$1.90 PPA par jour (2015) ^a		Indice de Gini 2015	Incidence de Pauvreté au seuil de \$1.90 PPA par jour (2015) ^a
Benin	47,8	49,5	Libéria	34,3	38,6
Burkina Faso	35,3	43,7	Mali		49,7
Cabo Verde	42,4	3,2	Niger	34,3	44,5
Côte d'Ivoire	41,5	28,2	Nigeria		53,5
Gambie	35,9	10,1	Sénégal	40,3	38
Ghana	43,2	13,3	Sierra Leone	35,0	40,1
Guinée	33,7	35,3	Togo	43,1	49,8
Guinée-Bissau		67,1			

a : Les enquêtes n'étant pas réalisées aux mêmes périodes, la valeur de 2015 est obtenue pour les pays n'ayant pas d'enquête au cours de cette année en interpolant à partir des valeurs encadrant 2015.

Source : A partir des données de World Development Indicators 2020, extraites le 6 juin 2020

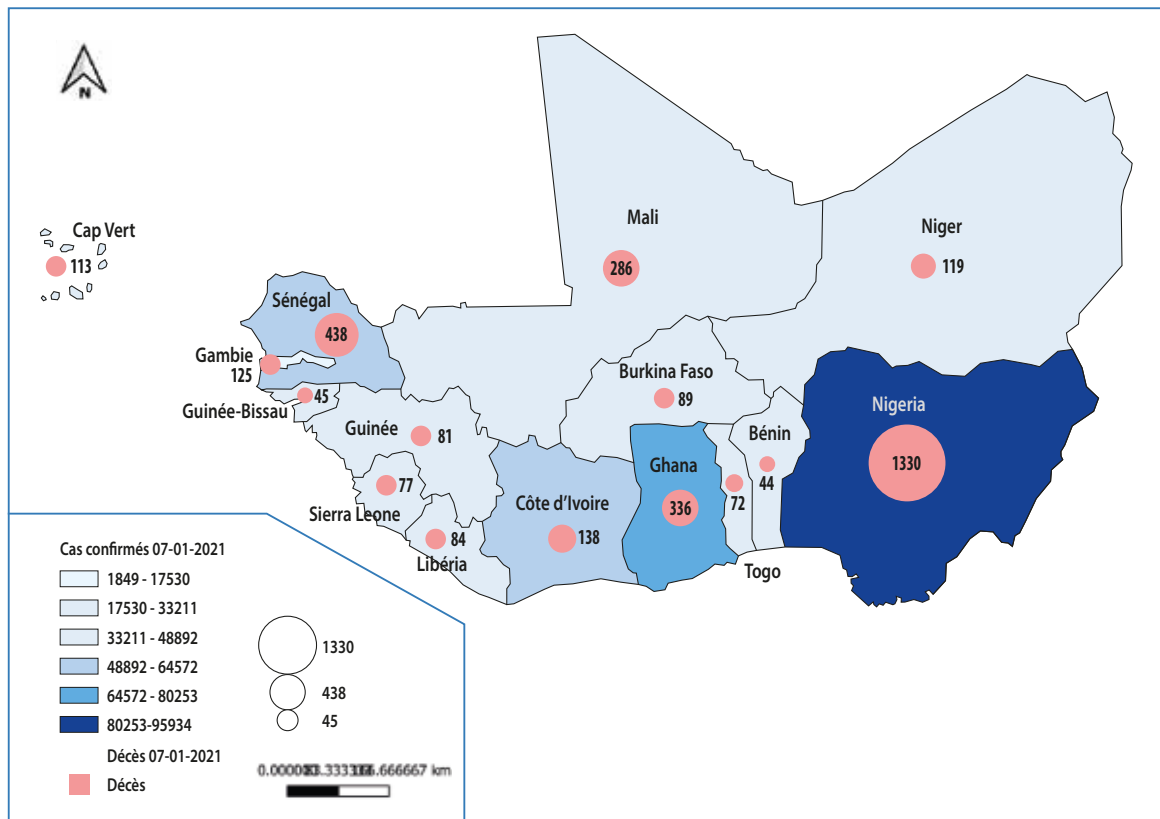
Graphique 4 : Proportion de retraités bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO entre 2010 et 2017



Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT (2020), données extraites le 13 juin 2020.

Sur le plan sanitaire et humain, l'Afrique a enregistré à la date du 7 janvier 2021, 2 950 192 cas pour 70 555 décès représentant respectivement 3,4 % des cas mondiaux et 3,7 % des décès dus à cette pandémie. Au niveau des pays de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'on a enregistré 257 888 cas pour 3 377. La région CEDEAO contribue ainsi à 8,7 % des cas confirmés en Afrique pour 4,8 % des décès.

Carte 1 : Etat de la situation sanitaire au 7 Janvier 2021



Source : ECA from WAHO data, <https://www.wahooas.org/web-ooas/fr/node/2216>

Chapitre 2

THEORIE DE L'ECONOMIE GENERATIONNELLE : APPLICATION AUX COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERTS

II.1. Concepts généraux sur l'économie générationnelle

L'économie générationnelle est le processus par lequel les institutions sociales et les mécanismes économiques sont employés par chaque génération ou groupe d'âge pour produire, consommer, partager et épargner des ressources. Il s'agit des flux économiques entre générations ou groupes d'âge qui caractérisent l'économie générationnelle. Les contrats explicites comme implicites régissent les flux intergénérationnels et la distribution intergénérationnelle des revenus ou la consommation qui en résulte (Mason and Lee, 2011).

Les transferts entre les générations sont des flux de ressources ou de patrimoine qui circulent entre les âges. Le circuit des transferts entre générations décrit pour une population décomposée par âge ce que chaque cohorte reçoit des institutions que sont l'Etat, la famille ou le marché, ainsi que sa contribution qui est composée de la part de revenu qu'elle transfère dans le temps, à travers l'épargne, et la part des cotisations et taxes prélevées au titre de la redistribution.

Les comptes nationaux de transferts (NTA) constituent un outil d'analyse des échanges intervenant entre des individus d'une même société. L'objectif des NTA est de mesurer comment, à chaque âge, les ressources économiques s'acquiescent et s'utilisent (Lee et Mason, 2011). Les NTA s'appuient sur une démarche internationale unifiée qui consiste à introduire l'âge dans la comptabilité nationale. Ils sont destinés à comprendre la façon dont les flux économiques circulent entre les différents groupes d'âge d'une population pour un pays et pour une année donnée. Ils indiquent notamment à chaque âge les différentes sources de revenus et les différents usages de ces revenus en termes de consommation, que celle-ci soit privée ou publique, et d'épargne (d'Albis et al. 2015). Ils permettent ainsi d'étudier les conséquences liées aux modifications de la structure par âge de la population.

L'approche des NTA n'est au fond qu'une manière de schématiser le cycle de vie, tout en permettant de le quantifier. La méthodologie NTA est synthétisée dans le manuel de référence *National Transfer Accounts Manual, Measuring and Analysing the generational Economy* publiée par l'Organisation des Nations Unies en 2013. En substance, la méthodologie NTA est fondée sur une identité fondamentale qui stipule que, pour un âge donné, l'en-semble des flux sortants de revenus est égal à l'ensemble des flux entrants de revenus. C'est en partant de cette équation que Lee (1994) a introduit l'indicateur du déficit du cycle de vie qui devient l'élément central dans la méthodologie des NTA.

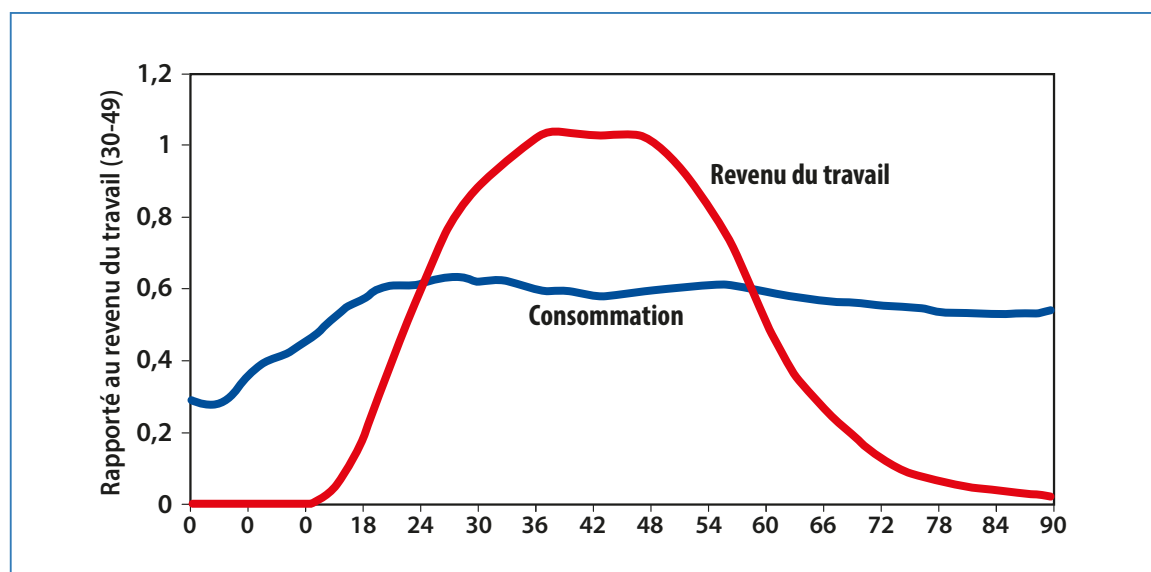
La méthodologie adoptée pour appréhender la dépendance économique et le dividende démographique est celle des comptes de transferts nationaux (NTA). Ces comptes permettent d'analyser le cycle de vie économique en déterminant le déficit du cycle de vie.

II.2. Déficit du cycle de vie

Le déficit du cycle de vie désigne, par définition, la différence à chaque âge entre la consommation et le revenu du travail. Il permet de quantifier la demande sociale au niveau agrégé. En effet, le cycle de vie reflète de nombreux facteurs comportementaux et non comportementaux qui influencent la relation entre l'âge, d'une part, et la consommation et le revenu du travail, d'autre part. Au cours de la vie, les individus consomment à tous les âges, mais ils ne produisent qu'aux âges actifs. Pendant les périodes de jeunesse et de vieillesse, il en résulte que la consommation des individus excède leur production. Ces individus présentent donc un déficit. A l'inverse, les personnes d'âge actif produisent plus qu'elles ne consomment, et dégagent donc un surplus qui permet de « subventionner » ceux dont la production ne couvre pas la consommation. Ainsi les groupes d'âge dont la production excède la consommation sont à l'origine des transferts au profit de ceux qui sont dans la situation opposée, i.e. les jeunes et les personnes âgées (United Nations, 2013). Ces transferts peuvent être privés (intra et inter-ménages) ou organisés par les décideurs publics.

La schématisation du cycle de vie est illustrée sur le graphique 8 du cycle de vie qui est de loin l'un des graphiques les plus importants dans la compréhension des NTA (CREFAT, 2016a).

Graphique 5 : Illustration d'un profil de consommation et de revenu à chaque âge



Source : United Nations (2013)

Sur le graphique 8, les jeunes (0-24 ans) comme les adultes au-delà de 60 ans, ne génèrent pas suffisamment de revenu par leur travail pour subvenir à leurs besoins. En revanche, ceux dont l'âge est compris entre 24 et 60 ans génèrent plus de revenu de leur travail qu'ils n'en ont vraiment besoin pour satisfaire leur consommation. Avec le surplus dégagé par les 24-60 ans, la société met en œuvre des mécanismes de transferts pour transférer aux âges déficitaires, les surplus des 24-60 ans. Cette approche permet également de quantifier le cycle de vie.

II.3. Méthode des comptes de transferts nationaux

Les comptes de transfert nationaux (NTA) constituent un outil d'analyse des échanges monétaires intervenant entre des individus d'une même société. L'objectif des NTA est de mesurer comment, à chaque âge, les ressources économiques s'acquièrent et s'utilisent (Lee et Mason, 2011). Les NTA s'appuient sur une démarche internationale unifiée qui consiste à introduire l'âge dans la comptabilité nationale. Ils sont destinés à comprendre la façon dont les flux économiques circulent entre les différents groupes d'âge d'une population pour un pays et pour une année donnée. Ils indiquent notamment à chaque âge les différentes sources de revenus et les différents usages de ces revenus en termes de consommation, que celle-ci soit privée ou publique, et d'épargne (d'Albis et al. 2015). Ils permettent ainsi d'étudier les conséquences liées aux modifications de la structure par âge de la population.

L'approche des NTA n'est au fond qu'une manière de schématiser le cycle de vie, tout en permettant de le quantifier. Elle est fondée sur une identité fondamentale qui stipule que, pour un âge donné, l'ensemble des flux sortants de revenus est égal à l'ensemble des flux entrants de revenus. C'est en partant de cette équation que Lee (1994) a introduit l'indicateur du déficit du cycle de vie qui devient l'élément central dans la méthodologie des NTA. Les parties du document qui suivent sont destinées à présenter cette méthodologie, en commençant par l'équation fondamentale.

II.3.1. L'équation fondamentale des NTA

Les NTA sont fondés sur une équation comptable qui stipule que, à chaque âge, les ressources doivent être égales aux usages qui en sont faits (United Nations, 2013) :

$$\underbrace{Y^l(a) + Y^k(a) + Y^p(a) + \tau^+(a)}_{\text{Flux entrants}} = \underbrace{C(a) + S(a) + \tau^-(a)}_{\text{Flux sortants}}$$

Le membre de gauche se compose de toutes les entrées courantes du groupe d'âge a : le revenu du travail $Y^l(a)$, le revenu du capital $Y^k(a)$, le revenu du patrimoine $Y^p(a)$ et les transferts reçus $\tau^+(a)$. Le membre de

droite est constitué de tous les flux sortants du groupe d'âge a : la consommation $C(a)$, l'épargne $S(a)$ et les transferts versés $\tau^-(a)$. Ainsi, selon cette équation, la somme du revenu du travail, du revenu du capital, du revenu du patrimoine et des transferts reçus doit être égale à la somme de la consommation, de l'épargne et des transferts versés. Cette identité est obtenue aussi bien pour les valeurs agrégées que pour les valeurs individuelles à chaque âge. L'équation ci-dessus montre toutes les valeurs indicées par l'âge a , mais l'identité est également valable pour les agrégats nationaux, en d'autres termes, tous les groupes d'âge combinés.

En réarrangeant les termes des flux entrants et sortants de manière à correspondre aux fondements conceptuels des NTA, l'équation permet de mettre en évidence le cycle de vie économique et les mécanismes économiques utilisés pour réaffecter les ressources entre les âges. Le cycle de vie économique est représenté sur le côté gauche (de l'équation ci-dessous) par le déficit de cycle de vie qui correspond, pour un âge donné a , à la différence entre la consommation et le revenu du travail ($LCD(a) = C(a) - Y^l(a)$).

Ce déficit du cycle de vie donne lieu à des réallocations de ressources entre les âges qui prennent la forme soit de transferts publics ou privés nets ($\tau(a) = \tau^+(a) + \tau^-(a)$), soit de réallocations d'actifs ($Y^k(a) + Y^p(a) - S(a)$). Cela est matérialisé dans le membre de droite de l'équation suivante :

$$\underbrace{C(a) - Y^l(a)}_{\text{Déficit du cycle de vie}} = \underbrace{Y^k(a) + Y^p(a) - S(a)}_{\text{Réaffectation de l'actif}} + \underbrace{\tau^+(a) - \tau^-(a)}_{\text{Transferts nets}}$$

Réaffectation basée sur l'âge

Chaque flux de l'équation est désagrégé de façon à distinguer le public et le privé et les réaffectations par secteur (éducation, santé, et autres).

II.3.2. Le cycle de vie économique

Le cycle de vie économique est composé de la consommation et du revenu du travail permettant de faire ressortir le déficit de cycle de vie (consommation moins revenu du travail). Les méthodes utilisées pour déterminer les profils de consommation et de revenu du travail sont décrites ici en détail

- **Le profil de consommation**

La consommation dans les NTA se compose de la consommation publique et privée. La contrepartie des agrégats du système des comptes nationaux (SCN) est la dépense de consommation finale de laquelle sont retranchées les taxes sur la valeur ajoutée et d'autres taxes sur la consommation. Des estimations distinctes de la consommation publique et privée de l'éducation, de la santé, et autres biens et services sont construites.

✓ La consommation publique

La consommation publique distingue trois postes de dépenses : la santé, l'éducation et les autres biens et services publics. Les dépenses publiques de santé et d'éducation sont affectées par l'âge, ceci, en s'appuyant principalement sur les dossiers administratifs. On utilise les données budgétaires pour établir des estimations de l'éducation par élève mais aussi des dépenses par niveau d'éducation. Ces données sont ensuite combinées avec l'âge et le taux de scolarisation pour estimer la consommation de l'éducation publique par tête et par âge.

Les méthodes utilisées pour répartir les dépenses publiques de santé sont plus variées et plus sujettes à l'erreur. Dans certains pays, par exemple, les profils d'âge des patients hospitalisés et des patients extérieurs sont utilisés et combinés avec les estimations de coûts par patient hospitalisé ou non. Dans d'autres, des estimations très détaillées des dépenses publiques de santé par âge sont disponibles auprès des agences de gouvernement ou des instituts de sondages.

Le profil par tête et par âge des dépenses publiques de consommation des autres biens et services, comme les forces militaires, les routes ou encore les égouts, est supposé être constant selon l'âge (Lee et Mason, 2011).

✓ La consommation privée

De façon symétrique, la consommation privée est composée de trois postes, avec les dépenses liées à l'éducation, celles liées à la santé, et enfin les autres dépenses privées en dehors de la santé et de l'éducation. L'allocation des dépenses privées d'éducation repose sur l'estimation d'un modèle de régression expliquant les dépenses d'éducation du ménage en fonction des nombres d'enfants scolarisés de chaque âge. Une procédure similaire est utilisée pour les dépenses de santé qui sont estimées par un modèle linéaire en fonction du nombre d'individus de chaque âge dans le ménage.

Les autres dépenses de consommation privée suivent une règle d'allocation discrétionnaire qui consiste à fixer des poids exogènes à chaque individu du ménage en fonction de l'âge (United Nations, 2013). L'échelle d'équivalence utilisée attribue un poids de 0,4 aux enfants jusqu'à l'âge de 4 ans inclus, ensuite ce poids augmente proportionnellement avec l'âge jusqu'à 20 ans où il devient égal à 1, et enfin il reste constant au-delà de cet âge (CREFAT, 2016a).

Le profil d'âge pour chaque type de consommation est obtenu en faisant la moyenne des consommations par âge chez tous les membres pour l'ensemble des ménages. Les profils d'âge sont ensuite lissés de manière sélective en utilisant une régression locale (faiblement) pour réduire le biais, sans toutefois masquer les principales caractéristiques de la série. En règle générale, le profil d'éducation n'est pas lissé du fait que les « sauts » à différents âges correspondent à des changements de niveaux de scolarité.

Enfin, les profils d'âge sont ajustés proportionnellement pour correspondre à des agrégats de la comptabilité nationale (appelés macro-contrôles) pour chaque catégorie de consommation, compte tenu de la répartition de la population nationale par âge.

• Le profil du revenu du travail

Le revenu du travail est une estimation de la valeur sur le marché de la main-d'œuvre de l'individu moyen dans chaque groupe d'âge. Il est constitué du salaire, des indemnités, des cotisations sociales à la charge de l'employeur, et le revenu de travail indépendant. Les taxes sur les produits et la production (impôts indirects) payés pour le travail sont inclus dans le revenu du travail. La valeur du temps consacré à la production domestique de biens et services marchands est incluse dans les NTA comme il l'est dans le SCN. Toutefois, la valeur du temps consacré à la production de biens et services non marchands n'est pas incluse. Par exemple, le temps consacré à l'entretien d'une résidence personnelle ou de soins de ses propres enfants ne se mesure pas en NTA (et non plus dans le SCN).

Le revenu du travail est une mesure composite qui combine à la fois les valeurs des hommes et des femmes et qui reflète les variations du salaire par heure du temps de travail, du chômage et de la participation au marché du travail. Le profil d'âge du revenu du travail est estimé en utilisant des enquêtes représentatives au niveau national, et en calculant la moyenne par âge des revenus salariaux et non-salariaux. Une question importante qui se pose dans certains pays est le traitement des travailleurs familiaux non rémunérés au sein d'une entreprise familiale. L'approche suivie dans les NTA consiste à traiter les deux tiers (2/3) du revenu mixte déclaré comme imputable au travail (Gollin, 2002) et de répartir ce revenu du travail familial non rémunéré aux travailleurs familiaux conformément à la proportion du revenu moyen du travail des employés de même âge.

II.3.3. Ratio de soutien et dividende démographique

L'objectif principal du calcul du ratio de soutien est de mesurer la capture du dividende démographique. Ce dernier pourrait être défini comme étant **l'accélération de la croissance économique d'un pays qui résulte de l'évolution de la structure par âge de sa population (United Nations, 2013)**. En effet, le comportement économique des individus varie systématiquement au fil de leur vie. La fréquentation scolaire, la procréation, la participation à la population active ainsi qu'à la productivité, l'épargne et la consommation varient en fonction de l'âge. Dans ce sens, si la structure de la population change, cela affecte l'économie des pays (Mason et Lee, 2007; Bloom et al. 2001). Cet effet reste cependant transitoire et s'opère seulement lorsque **les populations dépendantes et en âge de travailler évoluent à des rythmes différents**. En d'autres termes, la croissance économique a lieu quand le travailleur supporte moins de consommateurs (constitué de sa consommation et des dépendants) autrement dit le revenu par consommateur augmente également (Mason et Lee, 2007).

Le principe ici consiste à construire un indicateur capable de capter le poids des travailleurs par rapport au nombre de consommateurs à prendre en charge. Dans la littérature classique, le ratio de dépendance démographique est déterminé en supposant que chaque individu entre 15 et 64 ans est un travailleur (tous les autres en dehors de cette tranche d'âges sont des dépendants). Par ailleurs, les consommateurs constituent naturellement toute la population puisque tout le monde doit satisfaire des besoins au moins physiologiques. Le ratio est obtenu en faisant le rapport des deux effectifs.

Cette méthode présente cependant beaucoup de limites. D'abord en ce qui concerne le numérateur (population active - entre 15 et 64 ans), cette méthode de calcul considère que toute personne en âge de travailler est un actif occupé ; alors que tous ceux qui sont en dehors de cette tranche d'âge sont considérés dépendants. De ce fait, le ratio ne peut être influencé que par un seul facteur : la modification de la limite théorique séparant l'âge de travailler et l'âge de la retraite. Mais en réalité dans toute société, on observe

$$\text{Ratio de soutien} = \frac{L}{N} = \frac{\sum \delta(a)P(a,t)}{\sum \varphi(a)P(a,t)} \quad (4)$$

Dans cette étude, la méthode NTA est utilisée pour le calcul du déficit du cycle de vie et du ratio de soutien économique dans neuf des quinze pays de la CEDEAO. Une grande partie de ces calculs sont effectués par le Centre de Recherche en Economie et Finance appliquées de Thiès. Certains profils (Nigéria) sont tirés directement du site des NTA. Tous les profils sont ramenés sur une même base monétaire (USD courant de 2014) et ajustés sur une année de référence (2014).

La méthodologie des Comptes Nationaux de Transferts (NTA) permet également la prise en compte du genre dans l'analyse. En effet, ceci implique deux efforts distincts à savoir :

- la décomposition par sexe des comptes nationaux en cours fondée sur les NTA
- la prise en compte du travail domestique à travers l'ajout d'un compte satellite pour les entrées de temps du travail domestique ici appelés National Time Transfer Accounts (NTTA).

Cependant, dans le profil régional qui est présenté dans les chapitres suivants, la prise en compte du genre n'a pas été faite car tous les pays de la CEDEAO, notamment le Nigeria, ne disposaient pas de profil de consommation et de revenu décomposés par sexe.

II.4. Construction du profil régional à partir des profils pays

La méthode explicite ci-dessus permet de déterminer les profils de revenu et de consommation pour chaque pays individuellement puisque les données sont collectées à partir des enquêtes nationales (et non régionales) effectuées à des dates différentes. Ainsi, le calcul des profils régionaux suppose d'abord la disposition des profils des pays constituant ladite région. Une fois que ces profils sont disponibles, deux défis resteraient à relever :

- i) Les profils pays ne sont souvent pas exprimés en une monnaie unique, et ;
- ii) Les profils pays n'ont pas la même année de base.

Deux méthodes peuvent être utilisées en ce sens.

II.4.1. Méthode de normalisation

Pour s'affranchir de l'unité monétaire, le profil de chaque pays est normalisé par la moyenne annuelle de revenu des tranches d'âge 30-49 ans qui présente le revenu moyen le plus élevé. Cette méthode permet de faire des comparaisons directes entre pays sans se soucier des différences d'unités d'expression, mais l'interprétation des profils reste limitée. En effet, elle ne permet pas d'estimer les niveaux de consommation et de revenu du travail en moyenne standard, et non plus les déficits et surplus ou la demande sociale au niveau de la région considérée.

Bien que facile à exécuter, cette méthode présente dans la pratique des problèmes d'interprétation. C'est pourquoi la moyenne pondérée lui est souvent préférée.

II.4.2. Méthode de la moyenne pondérée

Une autre alternative consiste donc à calculer la moyenne pondérée des profils des différents pays constituant la région (CREG-UNFPA, 2017). Pour ce faire, il faudra suivre les étapes suivantes :

• Utilisation des profils pays

Pour chaque pays, les profils moyens et agrégés des différentes composantes sont considérés. Soit Y_i un profil de consommation ou de revenu des pays i , $i=1, \dots, N$; N étant le nombre de pays de la région.

• Choisir une date de référence T_0

Les données recueillies sur les pays sont disponibles à des différentes dates. Ce qui pose un problème de choix de la date de référence. Certains critères doivent être respectés :

- les comptes nationaux doivent être disponibles pour la date de référence choisie ;
- la date doit être choisie de sorte que les résultats obtenus au niveau régional restent fiables ; aucune date des profils des différents pays ne doit être donc éloignée de l'année de référence.

- **Ajuster les profils des pays**

- Choisir une base monétaire

$Y_{ra} = \sum_{i=1, \dots, N} P_{ai} * Y_{ai}$ où P_{ai} est la part de la population d'âge a du pays i , Y_{ai} est le profil moyen du groupe d'âge a du pays i . Le profil agrégé de la région est donné par : $Y_{RA} = Y_{ra} * P_a$ avec P_a la population d'âge a de la région.

L'élaboration des profils NTA de la CEDEAO et des profils des sous-régions qui la constituent s'est faite à partir des profils pays élaborés par le CREG-CREFAT sur la période 2012-2020 pour tous les pays à l'exception de celui du Ghana et du Nigeria qui ont été élaborés par l'Université d'Ibadan.

Pays	Année de référence du Profil NTA
Bénin	2015
Burkina Faso	2014
Cabo Verde	2015
Côte d'Ivoire	2014
Gambie	2015
Ghana	2005
Guinée	2012
Guinée Bissau	2010
Mali	2015
Niger	2014
Nigeria	2004
Sénégal	2011
Sierra Leone	2011
Togo	2015

27

Chapitre 3

ECONOMIE DE LA POPULATION DANS LA REGION CEDEAO : LA DEPENDANCE ECONOMIQUE SOUS L'ANGLE DES NTA

L'analyse de la dépendance démo-économique est réalisée suivant deux axes majeures. Le premier axe porte sur l'analyse globale de la zone CEDEAO ainsi que la zone CEDEAO hors Nigeria. Le second axe porte sur l'analyse des sous-régions formellement constituées. Enfin, le chapitre s'achève sur une synthèse et une analyse comparée des différents profils.

L'analyse du profil se fait au niveau individuel et au niveau agrégé.

III.1. Analyse au niveau individuel du déficit du cycle de vie

Au niveau de la CEDEAO

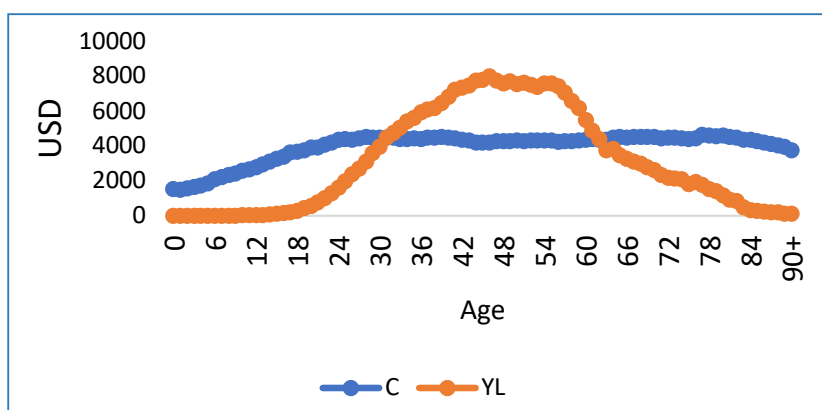
Le graphique 9 superpose les profils moyens de consommation et de revenu du travail de la CEDEAO. Les groupes d'âge pour lesquels le profil de consommation se situe au-dessus du profil de revenu sont déficitaires ou économiquement dépendants. Par contre, ceux dont le profil de consommation se situe en dessous du profil de revenu dégagent un surplus de revenu. Le graphique 10 fournit une représentation du profil moyen de déficit du cycle de vie. Dans cette représentation, les parties positives de la courbe (partie en dessus de l'axe horizontal) traduisent une situation de dépendance économique des groupes d'âge concernés. A l'inverse, la partie négative de la courbe correspond aux groupes d'âge qui génèrent un surplus économique (le revenu est supérieur à la consommation). Ces graphiques permettent d'analyser, à un niveau microéconomique (ou individuel), le cycle de vie économique au sein de la CEDEAO et ses sous-ensembles en donnant les âges auxquels les individus sont déficitaires ou excédentaires en termes de revenu du travail.

L'examen des graphiques 9 et 10 montre qu'au sein de la CEDEAO, en moyenne, les individus sont économiquement dépendants de la naissance jusqu'à l'âge de 30 ans et au-delà de 62 ans. Ces personnes d'âge compris entre 0 et 30 ans consomment en moyenne plus que ce qu'il gagne par leur travail. Il en est de même pour les personnes âgées de 63 ans et plus. Ces individus déficitaires sont également appelés des **consommateurs nets** (Graphique 9).

En revanche, les adultes entre 31 et 62 ans ont un niveau de revenu supérieur à leur consommation, et par conséquent, génèrent un surplus économique. Ces derniers sont donc des **producteurs nets** (Graphique 9).

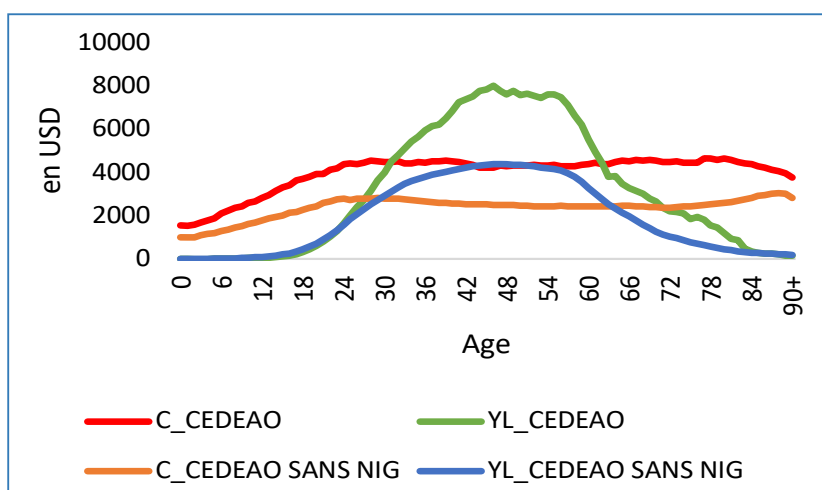
Au niveau individuel, les enfants consomment 1536 USD en moyenne durant leur première année d'existence. Au fur et à mesure qu'ils grandissent, leur niveau de consommation annuelle croît, et atteint 4503 USD en moyenne à l'âge de 30 ans. Durant cette période de la vie (0-30 ans), la consommation d'un individu est de 3184 USD en moyenne. Dans le même temps, le revenu du travail de cette tranche d'âge est estimé à seulement 804 USD en moyenne par âge. Il en résulte un niveau de déficit de 2380 USD en moyenne par an.

Graphique 6 :
Profils moyens
de consommation
et de revenu du travail
de la CEDEAO, 2014



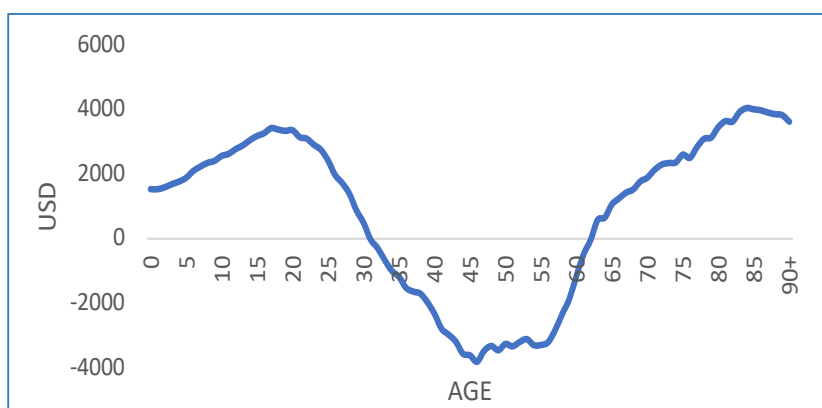
Source : CREG-ECA 2020

Graphique 7 :
Profils moyens de
consommation
et de revenu du travail
en USD comparés
de la CEDEAO et
de la CEDEAO sans
le Nigeria, 2014



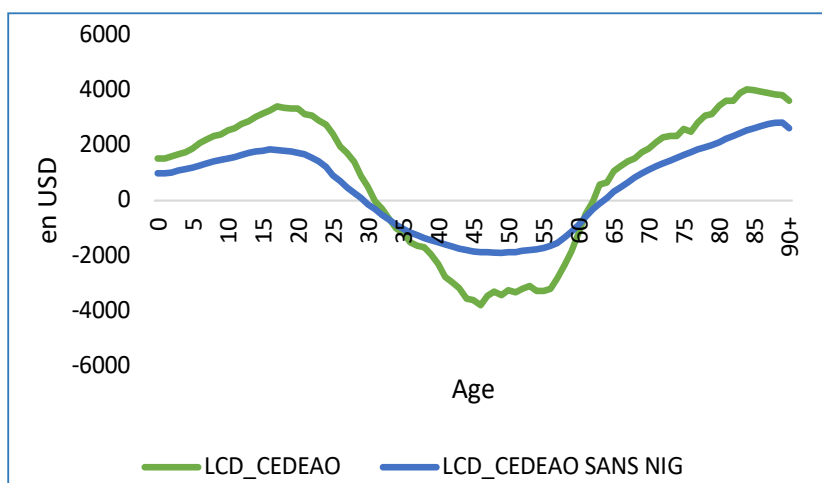
Source : CREG-ECA 2020

Graphique 8 :
Profil moyen du déficit
du cycle de vie
de la CEDEAO, 2014



Source : CREG-ECA 2020

Graphique 9 :
Profils moyens comparés
du déficit du cycle de vie
en USD de la CEDEAO
et de la CEDEAO sans
le Nigeria, 2014



Source : CREG-ECA 2020

L'analyse approfondie des profils individuels révèle l'existence de **travail des enfants dès l'âge de 5 ans** dû au fait que les enfants entre 5 et 14 ans génèrent un revenu du travail qui s'élève à 23 USD en moyenne par âge. Chez les jeunes de 15 à 30 ans, le revenu moyen augmente considérablement en passant de 119 USD à 4005 USD de 15 ans à 30 ans. Ainsi, les jeunes s'insèrent progressivement sur le marché du travail au fil des âges, mais ne dégagent pas assez de revenu pour couvrir leurs importants besoins de consommation. Ce déficit les place dans une situation de dépendance économique.

A la naissance, le déficit du cycle de vie est estimé à 1536 USD. Ce déficit croît au fil des âges jusqu'à 17 ans où il atteint son maximum évalué à 3426 USD à partir duquel il décroît jusqu'à la fin de la dépendance jeune (30 ans).

Dès l'âge de 17 ans, du fait de l'insertion progressive des jeunes sur le marché du travail, une proportion de plus en plus importante est en activité avec des revenus moyens annuels par âge variant de 224 à 4005 USD pour une consommation moyenne par âge qui tend à se stabiliser. En définitive, l'on observe une baisse drastique du déficit du cycle de vie (LCD) qui s'établit à la fin de la dépendance jeune à 498 USD, soit 7 fois moins que la valeur de cet indicateur à 17 ans.

Les adultes de 63 ans et plus sont également des consommateurs nets dont le déficit moyen s'établit à 2692 USD résultant d'une consommation moyenne de 4428 USD et d'un revenu du travail moyen de 1736 USD.

En revanche, les adultes de 31 à 62 ans sont des producteurs nets dont les revenus moyens par âge sont de 6691 USD contre un niveau de consommation moyenne par âge de 4385 USD, soit un surplus moyen de 2306 USD. Cependant, il est utile de rappeler que ce surplus à l'instar de la consommation est croissant jusqu'à l'âge de 46 ans où l'on observe les revenus de travail les plus élevés. A cet âge, un adulte gagne en moyenne 8024 USD et a une consommation moyenne de 4219 USD pour un surplus de 3805 USD qui est le plus élevé sur tout le cycle de vie. Le surplus annuel décroît dès cet âge jusqu'à 62 ans où il n'est que de 35 USD.

Au niveau de la CEDEAO sans le Nigeria

Les dynamiques de consommation et de revenu dans les pays membres de la CEDEAO sans le Nigeria sont dans leurs caractéristiques générales similaires aux résultats observés au niveau de toute la zone incluant le Nigeria (graphique 11). Les différences majeures se situent au niveau de la taille des niveaux de consommation et de revenu.

Cependant, une analyse approfondie des résultats des autres pays en dehors du Nigeria fait ressortir une variation de l'âge de début et de fin du surplus. Les individus des pays membres de la CEDEAO hors Nigeria sont dépendants jusqu'à 29 ans et au-delà de 63 ans, soit un gain de deux années de surplus économique. Le surplus commence un an plus tôt et se termine un an plus tard par rapport à toute la zone CEDEAO.

En moyenne, dans les pays de la CEDEAO hors Nigeria, durant tout le cycle de vie, le niveau de consommation moyen par âge est inférieur à la moyenne observée dans la CEDEAO. Au niveau du revenu du travail, la moyenne par âge durant la tranche d'âge jeune 5-23 ans des pays CEDEAO sans Nigeria est supérieure à la moyenne régionale. Les différences en faveur de la CEDEAO sans Nigeria, augmentent avec l'âge de 2,7 USD à 130,2 USD de 5 à 18 ans pour ensuite décroître progressivement jusqu'à 23,8 USD à 23 ans. Au-delà de 85 ans, les différences de revenus moyens sont favorables aux autres pays de la CEDEAO à l'exception du Nigeria.

Quant au Déficit du cycle de vie, le déficit moyen observé au niveau régional excède celui constaté dans les autres pays membres de la CEDEAO sans le Nigeria. De 0 à 33 ans et au-delà de 61 ans, le Déficit du Cycle de Vie (LCD) de la région est plus important, mais entre 34 et 60 correspondants à un surplus, la moyenne régionale excède ce que l'on constate au niveau des autres pays hormis le Nigeria. Il ressort de ces analyses que le déficit moyen du cycle de vie au niveau régional est plus important que celui observé dans les autres pays CEDEAO excluant le Nigeria. En outre, le surplus moyen généré dans les pays CEDEAO sans le Nigeria est d'une faible amplitude comparée au surplus moyen régional. En effet, le surplus moyen généré dans les autres pays hormis le Nigeria est de 1321,7 USD contre 2306 USD pour la moyenne régionale.

L'analyse spécifique du profil de la région CEDEAO sans le Nigeria indique que les enfants consomment 1000 USD en moyenne durant leur première année d'existence. A l'âge de 29 ans, la consommation moyenne est de 2820,8 USD. Durant le déficit à la jeunesse (0-29 ans), la consommation d'un individu est de 1968,5 USD en moyenne. Dans le même temps, le revenu du travail de cette tranche d'âge est estimé à seulement 650,4 USD en moyenne par âge. Il en résulte un niveau de déficit de 1318 USD en moyenne.

varient de 6,1 à 153,2 USD pour une moyenne de 62,8 USD sur cette tranche d'âge. Chez les jeunes de 15 à 29 ans, le revenu moyen augmente considérablement en passant de 198 USD à 15 ans à 2727,9 USD à 29 ans. Cet accroissement du revenu des jeunes est également le reflet de leur insertion progressive sur le marché du travail.

Le déficit du cycle de vie est de ce fait, estimé à 1000 USD à la naissance. **Il augmente ensuite entre la naissance et l'âge de 16 ans où il atteint un niveau de 1867,5 USD.** Mais à partir de 17 ans, le déficit du cycle de vie commence à décroître. Ce déficit du cycle de vie devient très faible pour les individus de 29 ans pour lesquels il est évalué à 93 USD.

Au niveau de la dépendance des personnes âgées (64 et plus), la consommation moyenne est estimée à 2608 USD alors que ces derniers gagnent en moyenne 847 USD par leur travail. Il s'ensuit un déficit moyen de 1761,6 USD à combler pour chaque individu de ce groupe d'âge.

L'analyse du cycle de vie dans les pays de la CEDEAO sans le Nigeria montre que les personnes de 30-63 ans tirent de leur travail un revenu bien supérieur à leur consommation moyenne. En effet, un adulte de ce groupe d'âge gagne en moyenne 3866 USD alors que sa consommation est de 2544,3 USD, soit un surplus moyen de 1321,7 USD par âge. Les revenus du travail les plus élevés avoisinent 4388 USD par individu et sont observés à l'âge de 48 ans. Ainsi, le groupe d'âge 30-63 ans génère un surplus économique qui, dans un premier temps, augmente avec l'âge jusqu'à 48 ans, puis décroît au-delà de cet âge dans un second temps, et enfin devient faible à 63 ans. Ce surplus économique qui est estimé à 132 USD à 30 ans, augmente et atteint sa valeur maximale de 1894 USD à 48 ans avant de décroître progressivement en passant à 101,3 USD à 63 ans.

III.2. Analyse du niveau agrégé du déficit du cycle de vie

Au niveau macroéconomique, la structure de la population de la CEDEAO influence le niveau de consommation. En effet, la très forte concentration de la population des moins de 30 ans augmente la valeur de la consommation des jeunes.

Les graphiques 13 et 14 et 15 présentent les profils agrégés de consommation et de revenu du travail et des déficits comparés du cycle de vie des pays de la CEDEAO et des pays de la CEDEAO sans le Nigeria. Ces profils agrégés sont obtenus en multipliant les profils moyens par les effectifs par âge de la CEDEAO, ce qui permet d'analyser le cycle de vie économique au niveau macro ou à l'échelle régionale.

En passant du niveau individuel à l'échelle régionale, le LCD agrégé des jeunes de la CEDEAO est estimé à 566,464 milliards USD en 2014 contre 149,677 milliards USD pour les pays de la CEDEAO sans le Nigeria. Les dépendants jeunes au niveau régional (0-30 ans) ont un niveau de consommation de 697,870 milliards, soit une proportion de 62,8% du total tandis que cette consommation pour les dépendants jeunes (0-29 ans) de la CEDEAO sans le Nigeria est de 200,962 milliards USD, soit 63,0% de la consommation totale. La part relativement élevée de cette consommation est la conséquence de l'importance numérique de l'effectif des individus de ce groupe d'âge représentant respectivement 72,5% et 71,9% de la population totale de la CEDEAO et de la CEDEAO sans le Nigeria.

La consommation régionale agrégée des adultes de 31-62 ans s'élève à 360,497 milliards, soit 32,4 % de la consommation totale. Concernant les personnes âgées de plus de 62 ans, la part de leur consommation représente seulement 4,7 % du total avec un montant de 52,107 milliards. Au niveau des autres pays de la CEDEAO à l'exception du Nigeria, les adultes (30-63 ans) ont une consommation agrégée de 105,695 milliards USD, soit 33,12 % tandis que pour les dépendants vieux, cette part est de 4,27 % pour un montant total de 13,63 milliards USD.

A leur naissance, les enfants ont une consommation annuelle agrégée de 18,837 milliards et de 5,74 milliards USD respectivement au niveau de la CEDEAO dans son ensemble et de la CEDEAO sans le Nigeria. Cette consommation augmente avec l'âge et atteint sa valeur maximale de 25,454 milliards à l'âge de 17 ans. Elle baisse progressivement à partir de 18 ans et chute à moins de 1 milliard au-delà de 80 ans. En revanche dans la zone CEDEAO sans le Nigeria, la consommation maximale est atteinte 4 ans plus tard, à 21 ans pour une valeur de 7,56 milliards après quoi l'on assiste également à une baisse graduelle à moins d'un milliard au-delà de 66 ans.

S'agissant du revenu régional du travail agrégé, il croît de 35 millions USD chez les individus de 5 ans à 22,384 milliards pour les personnes de 36 ans, et baisse par la suite. Il se stabilise en deçà de 5 millions USD pour chaque âge supérieur à 83 ans. Dans la CEDEAO sans le Nigeria, le revenu du travail commence également avec les enfants dès l'âge de 5 ans (3 millions USD) et il croît régulièrement jusqu'à l'âge de

34 ans où il atteint sa valeur maximale de 6,77 milliards sur tout le cycle de vie. Ce revenu baisse drastiquement dans tous les pays CEDEAO hors Nigeria et devient inférieur à 1 milliard USD dès l'âge de 65 ans.

Le revenu du travail généré par l'ensemble des individus de 0-30 ans s'élève à 131,406 milliards qui représentent 18,9 % du revenu du travail total. Ainsi, face à une consommation de 697,870 milliards, le groupe d'âge 0-30 ans est déficitaire à hauteur de 566,464 milliards. En revanche, le revenu du travail des dépendants jeunes (0-29 ans) dans les pays de la CEDEAO hors Nigeria est de 51,28 milliards USD (23,8 % du revenu global du travail). Ainsi, le déficit à la jeunesse pour ce groupe de pays est de 149,677 milliards qui représente 96,4 % du déficit global de ce groupe de pays.

Les dépendants adultes au niveau de la CEDEAO (63 ans et plus) cumulent aussi un déficit qui est évalué 20,745 milliards contre 5,661 milliards pour la zone CEDEAO à l'exclusion du Nigeria. Les déficits à la vieillesse en proportion des déficits globaux de la CEDEAO (3,5%) et de tous les pays de la CEDEAO à l'exception du Nigeria (3,6%) sont très faibles.

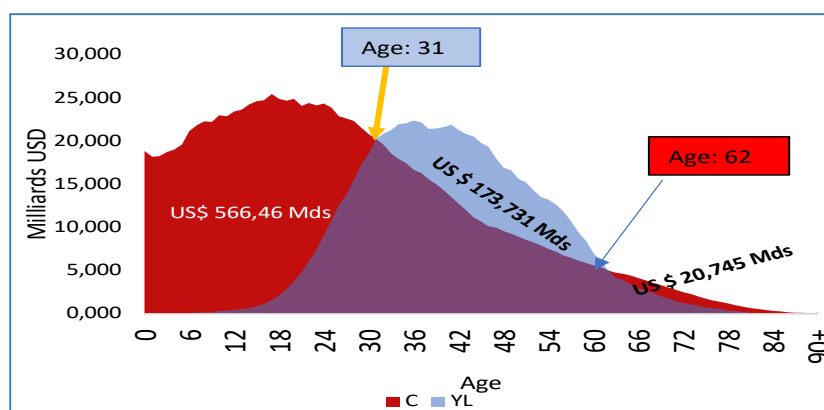
Par ailleurs, le profil du déficit agrégé, illustré par le graphique 15, révèle que, de tous les âges, les jeunes de 17 ans enregistrent le déficit agrégé le plus important dans la CEDEAO contre 14 ans pour les autres pays à l'exception du Nigeria. En effet ce graphique montre que le déficit augmente avec l'âge à partir de la naissance, mais atteint respectivement son niveau le plus élevé à 17 ans avec une valeur de 23,890 milliards USD pour la CEDEAO et 14 ans pour un déficit estimé à 6,61milliards pour la CEDEAO sans le Nigeria. Mais, au-delà de 17 ans ou 14 ans selon les groupes de pays, le déficit entre dans une phase de décroissance.

Les personnes d'âge 31-62 ans produisent 534,228 milliards en termes de revenu du travail et contribuent ainsi à hauteur de 76,6 % au revenu du travail de la CEDEAO. Le surplus de revenu qu'elles dégagent, après avoir satisfait leur propre consommation, est de 173,731 milliards. Ce surplus économique est transféré aux jeunes de 0-30 ans et aux adultes de plus de 62 ans, mais demeure très insuffisant pour couvrir le gap de consommation de ces derniers. En effet, le surplus de revenu généré par les adultes de 31-62 ans représente moins d'un tiers (29,6%) de l'ensemble du déficit des groupes d'âge 0-30 ans et 63 ans et plus. Ainsi, le cycle de vie économique au sein de la CEDEAO est caractérisé par un déficit global estimé à 413,478 milliards USD en 2014, soit 28,6% du PIB régional. Ce déficit est dû en grande partie au besoin en ressources économiques des enfants et des jeunes.

La dynamique de consommation et de revenu du travail dans les pays de la zone à l'exception du Nigeria est similaire à celle observée dans la CEDEAO. Les particularités viennent du fait que les jeunes producteurs nets de la zone hors Nigeria (30-63) génèrent un revenu du travail de 156,98 milliards USD, soit 73 % du revenu global du travail et dégagent un surplus de 51,284 milliards après avoir satisfait leurs besoins de consommation. Ce surplus qui fait à peine 33% de l'ensemble des déficits des groupes d'âge 0-29 ans et 64 ans et plus, est comme dans le cas des pays de la CEDEAO insuffisant pour couvrir ces déficits. Il en résulte un déficit global de 104,055 milliards représentant 27,1 % du PIB de l'ensemble de ces pays.

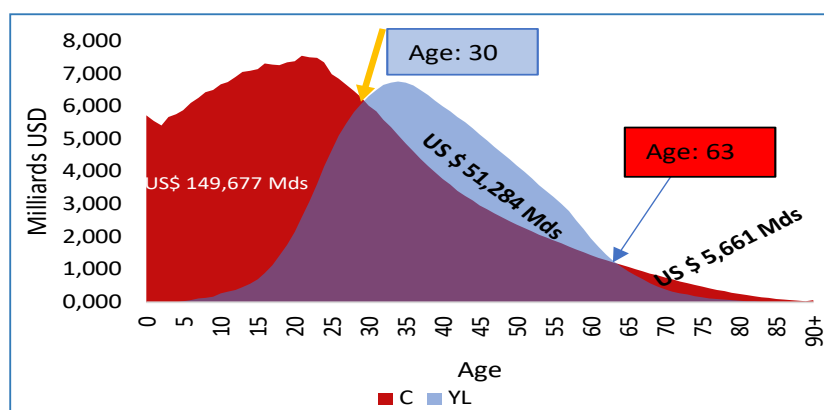
Ces résultats révèlent le déséquilibre économique qui existe entre les deux périodes de déficit et la période de surplus tant dans toute la zone CEDEAO que dans l'ensemble des pays de la CEDEAO à l'exception du Nigeria. Les problèmes soulevés concernent le financement de la consommation qu'elle soit d'origine publique ou privée, la prise en charge des populations dépendantes notamment les jeunes qui représentent un potentiel humain considérable dont la valorisation constitue un défi majeur pour conduire la région sur la voie d'un développement durable.

Graphique 10 :
Profils agrégés de
consommation
et de revenu du travail,
des pays de la
CEDEAO, 2014



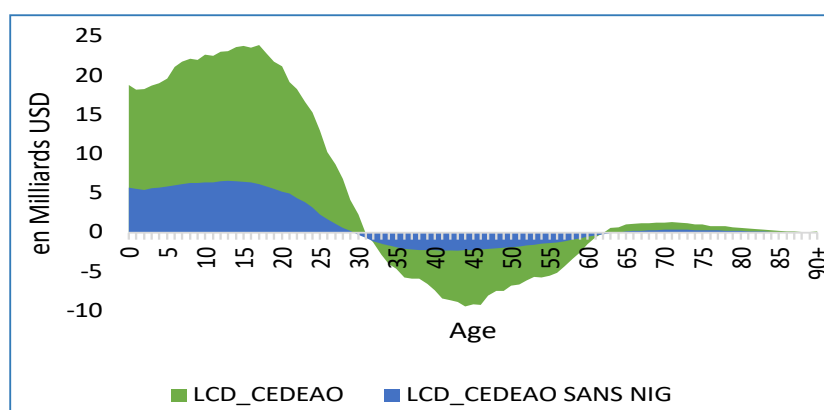
Source : CREG-ECA 2020

Graphique 11 :
Profils agrégés
de consommation
et de revenu du travail,
des pays de la CEDEAO
sans le Nigeria, 2014



Source : CREG-ECA 2020

Graphique 12 :
Profil agrégé du déficit
du cycle de vie
de la CEDEAO et de la
CEDEAO sans Nigeria, 2014



Source : CREG-ECA 2020

III.3. Analyses du sous-ensemble Sahel

Cette section analyse la dépendance du sous-ensemble Sahel comprenant les pays de la CEDEAO membres du G5 Sahel². Ces Etats sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger qui sont dans le cadre de ce rapport regroupé sous le vocable Sahel.

o Analyse au niveau individuel du déficit du cycle de vie

L'analyse comparée des différentes sous-régions est illustrée dans les graphiques 21 et 22.

Au niveau du Sahel, la dépendance jeune couvre la tranche d'âge 0-26 ans tandis que la dépendance à la vieillesse se rapporte aux individus âgés de 64 ans et plus. Les personnes actives de la tranche d'âge 27-63 sont les seuls qui sont des producteurs nets.

Au niveau individuel, les enfants consomment US \$ 641 en moyenne durant leur première année d'existence. Au fur et à mesure qu'ils grandissent, leur niveau de consommation croît, et atteint 1491 USD en moyenne à l'âge de 24 ans. Durant cette période de la vie (0-26 ans), la consommation d'un individu

² Le G5 Sahel est composé de cinq pays que sont : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad.

est de 1053 USD en moyenne. Dans le même temps, le revenu du travail dans cette tranche d'âge est estimé à seulement 321 USD en moyenne par âge. Il en résulte un niveau de déficit de 732 USD en moyenne.

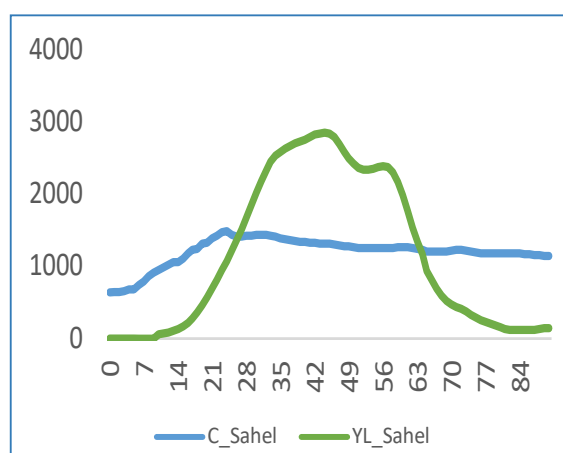
Le revenu du travail pour les enfants est nul sur les cinq premières années mais dès l'âge de 6 ans, il apparaît un revenu du **travail des enfants**. Entre 6 et 14 ans, les enfants génèrent un revenu du travail qui s'élève à 51 USD en moyenne par âge. Chez les jeunes de 15 à 26 ans, le revenu moyen augmente considérablement en passant de 171 USD à 15 ans à 1363 USD à 26 ans. En revanche, ce niveau de ressources acquises par le travail ne permet pas de couvrir leurs besoins de consommation et il en ressort un donc un déficit de revenu de ces jeunes qui les place dans une situation de dépendance économique.

Le déficit du cycle de vie, différence entre la consommation et le revenu du travail, est estimé à 641 USD à la naissance. **Il augmente ensuite entre la naissance et l'âge de 16 ans où il atteint un niveau de 965 USD.** Dès l'âge de 17 ans, le déficit du cycle de vie commence à décroître sous un double effet lié non seulement au fait que la proportion de jeunes de plus de 16 ans qui travaillent devient de plus en plus importante mais également à cause d'une consommation moyenne relativement stable sur cette période de la vie. Le déficit du cycle de vie devient très faible pour les individus de 26 ans pour lesquels il est évalué à 59 USD.

En plus des dépendants jeunes, les graphiques révèlent aussi une dépendance économique des personnes âgées de 64 ans et plus. La consommation moyenne de ces séniors est estimée à 1190 USD alors que ces derniers gagnent en moyenne 349 USD par leur travail. Il s'ensuit un déficit moyen de 841 USD à combler pour chaque individu de ce groupe d'âge. Le financement de ce déficit s'opère à travers les transferts privés et publics, la désépargne et les revenus provenant des patrimoines et autres actifs détenus par les personnes âgées.

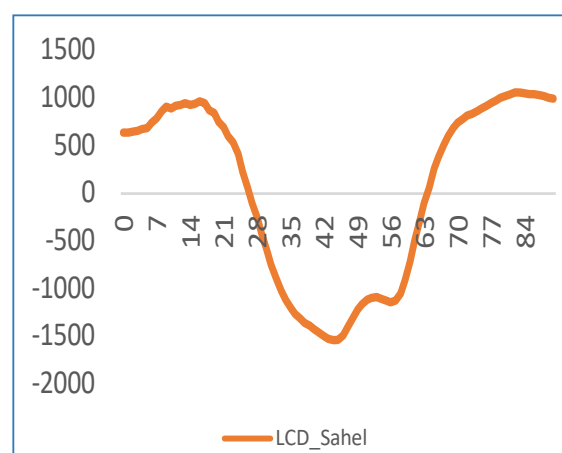
L'analyse du cycle de vie dans l'espace Sahel montre que les personnes de 27-63 ans tirent de leur travail un revenu bien supérieur à leur consommation moyenne. En effet, un adulte de ce groupe d'âge gagne en moyenne 2367 USD alors que sa consommation est de 1324 USD, soit un surplus moyen de 1042 USD. Les revenus du travail les plus élevés avoisinent 2858 USD par individu et sont observés à l'âge de 44 ans. Le groupe d'âge 27-63 ans génère dès lors un surplus économique qui, dans un premier temps, augmente avec l'âge jusqu'à 44 ans, puis décroît au-delà de cet âge dans un second temps, et enfin devient relativement faible à 63 ans. Ce surplus économique qui est estimé à 102 USD à 27 ans, augmente et atteint sa valeur maximale de 1539 USD à 44 ans avant de décroître progressivement en passant à 103 USD à 63 ans.

Graphique 13 : Profil moyen du Sahel en USD



Source : CREG-ECA 2020

Graphique 14 : Profil moyen du déficit du cycle de vie du Sahel en USD



Source : CREG-ECA 2020

o Analyse du niveau agrégé du déficit du cycle de vie du Sahel

En passant du niveau individuel à l'échelle régionale, la consommation agrégée du Sahel est estimée à 57,891 milliards USD en 2014. Les dépendants jeunes de cette région (0-26 ans) ont un niveau de consommation de 36,123 milliards, soit une proportion de 62,4 % du total tandis que cette consommation pour les dépendants vieux (64 ans et plus) est de 1,805 milliards USD, soit 3,1 %. La consommation agrégée des adultes du Sahel pour la tranche d'âge 27-63 ans s'élève à 19,963 milliards, soit 34,5 % de la consommation totale.

A leur naissance, les enfants ont une consommation agrégée de 1,410 milliards. Cette consommation augmente avec l'âge et atteint sa valeur maximale de 1,445 milliards à l'âge de 9 ans. Elle baisse progressivement dès lors et chute à moins de 1 milliard au-delà de 28 ans.

S'agissant du revenu du travail agrégé au Sahel, il croît de 0,09 milliard chez les individus de 10 ans à son maximum de 1,485 milliards pour les personnes de 37 ans, et baisse régulièrement par la suite pour se situer en dessous de 1 milliard au-delà de 48 ans. Dès l'âge de 60 ans, ce revenu du travail devient inférieur à 0,5 milliard USD.

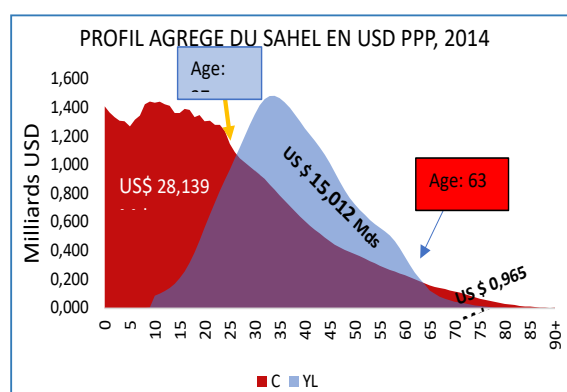
Le revenu du travail généré par l'ensemble des individus de 0-26 ans cumule à 7,984 milliards qui représentent 1,9% du revenu total du travail. Ainsi, face à une consommation de 36,123 milliards, le groupe d'âge 0-26 ans est déficitaire à hauteur de 28,140 milliards. En ce qui concerne le revenu du travail des enfants, la valeur cumulée (5-14 ans) est de 0,637 milliards USD, soit 1,5 % du revenu total du travail généré dans la sous-région Sahel.

Les seniors dépendants de Sahel (64 ans et plus) cumulent aussi un déficit qui est évalué 0,965 milliards USD résultant d'une consommation globale de 1,805 milliards pour des revenus du travail évalués à 0,840 milliards USD. Ce déficit à la vieillesse représente 3,3 % du déficit global contre 96,7 % pour le déficit à la jeunesse.

Par ailleurs, le profil du déficit agrégé, illustré par le graphique 24, révèle que, de tous les âges, les jeunes de 9 ans enregistrent le déficit agrégé le plus important du Sahel. En effet, le déficit augmente avec l'âge à partir de la naissance, mais atteint respectivement son niveau le plus élevé à 9 ans avec une valeur de 1,439 milliards à partir duquel le déficit entre dans une phase de décroissance jusqu'à la fin de la dépendance jeune.

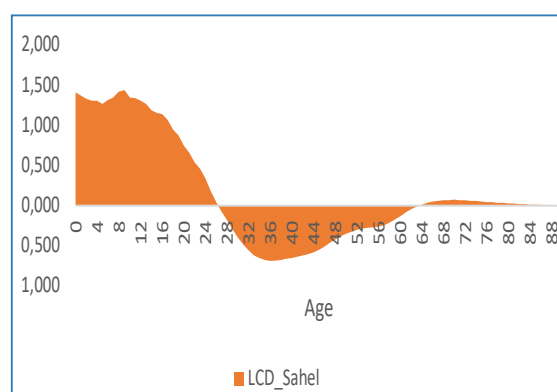
Les personnes d'âge 27-63 ans produisent 34,975 milliards en termes de revenu du travail et contribuent ainsi à hauteur de 79,9% au revenu total du travail du Sahel. Le surplus de revenu qu'elles dégagent, après avoir satisfait leur propre consommation, est de 15,012 milliards. Ce surplus économique est transféré aux jeunes de 0-26 ans et aux seniors de plus de 63 ans, mais demeure très insuffisant pour couvrir le gap de consommation de ces derniers. En effet, le surplus de revenu généré par les adultes de 27-63 ans représente 51,6% de l'ensemble du déficit des groupes d'âge 0-26 ans et 64 ans et plus. Ainsi, le cycle de vie économique au sein du Sahel est caractérisé par un déficit global estimé à 14,092 milliards USD en 2014, soit 17,4% du PIB de la sous-région Sahel. Ce déficit est dû en grande partie au besoin en ressources économiques des enfants et des jeunes.

Graphique 15 : Profils agrégés de consommation et de revenu des sous-ensembles régionaux de la CEDEAO



Source : CREG-ECA 2020

Graphique 16 : Déficit du cycle de vie agrégé du Sahel



Source : CREG-ECA 2020

III.4 . Synthèse et comparaison des différents profils

o Synthèse

La durée du surplus dans la région CEDEAO est de 31 ans contre 33 lorsque l'on exclut le Nigeria. Le surplus dans la zone CEDEAO débute assez tard à l'âge de 31 ans pour s'achever à 62 ans alors qu'il débute un an plus tôt et s'achève un an plus tard si l'on considère la zone privée du géant Nigeria. En considérant les sous-ensembles dans la CEDEAO, le sous-ensemble Sahel est non seulement celui dont le surplus est le plus long (36 ans) mais également celui pour lequel le surplus apparaît le plus tôt, à l'âge de 27 ans (Tableau 12).

Ainsi, bien que le sous-ensemble Sahel soit celui présentant à tout âge des niveaux de consommation et de revenu inférieurs aux autres sous-ensembles régionaux, il semble présenter un meilleur équilibre interne.

En effet, la couverture du déficit du cycle de vie estimé à 29,1 milliards USD est de 51,6 % et cette couverture est la plus élevée non seulement au regard des sous-ensembles mais aussi de la région dans son ensemble. L'indice de la couverture du déficit de cycle de vie dans la zone CEDEAO est de 29,6 % contre 33,0 % pour la zone excluant le Nigeria (Tableau 12).

La part importante du déficit de cycle de vie non couvert par le surplus dégagé par les travailleurs dégageant du surplus, doit faire l'objet d'un financement tant par l'Etat que par les entités individuelles. Ce déficit global est évalué à 413,5 milliards USD pour l'ensemble de la zone CEDEAO et représente 28,6% du PIB régional en parité de pouvoir d'achat. Lorsque l'on considère la CEDEAO sans le Nigeria, le défi de la mobilisation des ressources pour le financement du déficit du cycle de vie est évalué à 104,1 milliards USD, soit 27,1% du PIB PPA de cet ensemble. Quant à l'ensemble Sahel, les Etats le constituant doivent mobiliser 17,4% de leur PIB PPA. (Tableau 12).

Trois caractéristiques majeures ressortent de l'analyse des profils effectués ci-avant :

- Dégradation de la qualité de la vie durant les périodes de surplus et de vieillesse

La stagnation ou le déclin de la consommation pendant même les périodes de surplus traduit une dégradation ou baisse des niveaux de vie et du bien-être. Les travailleurs dégageant du surplus réallouent une bonne partie de leur revenu du travail aux autres individus dépendants jeunes et vieux. Cette réallocation des ressources se fait au détriment de leur propre consommation et de leur bien-être individuel. L'importance de ces réallocations traduit également l'importance des pressions communautaires et de la nécessité d'une prise en charge de plus en plus grande effectuée par les travailleurs dégageant du surplus. Il s'en suit donc une mauvaise préparation de la vie après la phase d'activité et un mauvais vieillissement conjugué à la faiblesse des taux de protection sociale

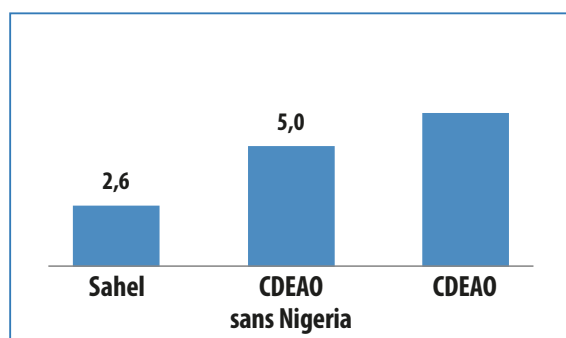
- Investissement dans la jeunesse

Le cycle vicieux présenté ci-avant et alimenté par la forte dépendance démo-économique et du défi majeur de mobilisation des ressources importantes par la société pour couvrir les déficits importants du cycle de vie, peut être brisé si les Etats de la région arrivaient à investir dans la création d'opportunités d'emploi ou de mise en emploi pour les jeunes.

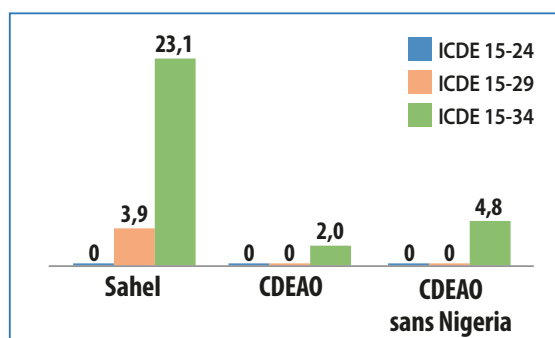
En effet, la région CEDEAO aurait au moins un gain potentiel de 92,2 milliards³ USD, soit 6,4 % de son PIB PPA s'il parvenait à mettre en emploi ou impulser la mise en emploi des jeunes de 15 à 30 ans pour qu'ils produisent juste ce qu'ils consomment toutes choses étant égales par ailleurs (Tableau 14, Graphique 25). Si l'on considère la CEDEAO sans le Nigeria, le gain potentiel des Etats dans ces mêmes conditions pour les jeunes de 15 à 29 ans, serait de 19,2 milliards USD, soit 5,0 % du PIB PPA de ce sous-ensemble. Des actions majeures pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes de 15 à 26 ans dans le sous-ensemble Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) permettrait de gagner en revanche au moins 2,1 milliards USD, soit 2,6 % du PIB PPA (Tableau 14, Graphique 25).

Si les actions adéquates sont implémentées de manière satisfaisante, elles pourraient permettre d'accroître significativement, l'indice de couverture de la dépendance économique des jeunes qui est en général très bas. En l'état actuel des choses, cet indice est nul au niveau de la CEDEAO et de la CEDEAO hors Nigeria quand on considère les jeunes de 15-24 ans ou de 15-29 ans. Ce n'est qu'en considérant la définition de la jeunesse selon l'UA (15-34 ans), que l'ICDE devient non nul, 2 % pour la CEDEAO et 4,8 % pour la CEDEAO hors Nigeria (Graphique 26). En considérant les sous-ensembles, l'ICDE du sous-ensemble Sahel est le plus élevé. Il est de 23,1 % pour les jeunes de 15-34 ans pour le Sahel (Graphique 25).

³ Cette valeur est calculée en sommant : 1) le Déficit du Cycle de Vie de la tranche des 15-24 ans pondérée par le ratio des Jeunes de cette tranche d'âge n'étant ni en emploi, ni en formation ni aux études et 2) le Déficit du Cycle de Vie des jeunes de 25 ans à l'âge de fin de la dépendance à la jeunesse.

Graphique 17 : Gains potentiels en proportion du PIB (en %) en 2014 si les jeunes sont mis au travail

Source : CREG-ECA 2020

Graphique 18 : Indice de la Couverture de la Dépendance Economique (en %) des Jeunes dans la CEDEAO

Source : CREG-ECA 2020

Tableau 11 : Synthèse des principaux résultats et indicateurs

	Début du surplus	Fin du surplus	Durée du surplus	LCD Jeune	LCD Vieux	Surplus	LCD Global	Surplus /LCD region ICDE	Surplus /LCD Global CEDEAO	LCD Global/ PIB PPP current région	NEET 15-24	LCD (15-fin surplus)	Gains Potentiels si les jeunes occupés
	Années			En milliards de dollars US				En %				Milliards en % PIB	
UFM	29	64	35	39.4	1.0	15.3	25.0	38.0	3.7	23.4	28.3	5.3	4.9
Sahel	27	63	36	28.1	1.0	15.0	14.1	51.6	3.6	17.4	23.5	2.1	2.6
UEMOA	28	63	35	79.5	2.5	36.9	45.1	45.0	8.9	19.4	26.2	8.2	3.5
ZMAO	32	61	29	489.1	18.4	139.1	368.4	27.4	33.6	30.4	20.8	83.6	6.9
CEDEAO	31	62	31	566.5	20.7	173.7	413.5	29.6	42.0	28.6	22.7	92.2	6.4
CEDEAO SANS NIGERIA	30	63	33	149.7	5.7	51.3	104.1	33.0	12.4	27.1	25.1	19.2	5.0

Source : CREG-CEA (2020)

o Travail des enfants

Une autre caractéristique majeure du profil démo-économique de la CEDEAO est la présence du travail des enfants. Ce fait est présent très tôt dès l'âge de 5 ans en moyenne dans la zone CEDEAO. En revanche, il apparaît dès l'âge de 6 ans dans le sous-ensemble Sahel (Tableau 14).

La valeur moyenne du travail de chaque enfant par année d'âge de 5 à 14 ans dans la CEDEAO est de 35 USD contre 63 USD pour la CEDEAO sans Nigeria. Au niveau du sous-ensemble Sahel, le revenu moyen par enfant par année d'âge est de 46 USD. Cependant, ces revenus générés par les enfants sont très faibles en termes relatifs au niveau agrégé. Au niveau agrégé, les enfants dégagent un revenu cumulé de 2,9 milliards USD dans toute la zone CEDEAO, soit 0,4 % du revenu global du travail de la région. En considérant, la CEDEAO sans Nigeria, le revenu agrégé du travail des enfants est de 2,5 milliards USD, soit 1,2 % du revenu total du travail. Il ressort de ces données que les gains générés par le travail des enfants sont très négligeables quoi qu'ils permettent aux ménages dont ils sont issus d'avoir quelques moyens de subsistance. Ces gains constituent à moyen et long terme une perte pour la société non seulement au regard du potentiel de ces enfants que ce travail ruine, mais également de la menace que ces enfants non formés et livrés très tôt à eux-mêmes font courir aux pays de la zone en termes de charge sociale et stabilité socioéconomique à terme. Ces enfants devraient être à l'école et les efforts des Etats dans ce sens doivent être renforcés.

Chapitre 4

OUVERTURE DE LA FENETRE D'OPPORTUNITE DEMOGRAPHIQUE ET IMPLICATIONS DE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

Le chapitre précédent a permis de faire la synthèse des profils de consommation et de revenu du travail et d'en déduire le déficit du cycle de vie de la zone CEDEAO ainsi que de certains de ses sous-ensembles pertinents. Ce chapitre en revanche dresse le profil du dividende démographique et examine les orientations de politiques en vue de l'optimiser dans les années à venir.

Dans cette perspective, le chapitre présente et analyse d'emblée le ratio de soutien économique en vue d'identifier la fenêtre d'opportunité économique, estimer le dividende démographique pour enfin faire des projections sur son évolution future suivant les hypothèses de fécondité.

IV.1. Le ratio de soutien

Le graphique 27 ci-après, présente l'évolution du ratio de soutien économique (RSE) de la région CEDEAO et de ses sous-ensembles sur une période de 150 ans (de 1950 à 2100). Les données de projections utilisées sont celles de la Division Population des Nations Unies (hypothèse moyenne).

Le ratio de Soutien Economique (RSE) de la zone CEDEAO connaît deux phases de son évolution sur la période 1950-2100. La première phase qui est une phase de déclin, part de 1950 à 2000 tandis que la deuxième phase couvrant la période 2000-2100 est une phase de croissance du RSE. Au cours de la première période, le RSE varie de 45,6 % à 41,7 %, soit une baisse de 3,9 % en l'espace de 50 ans. A partir de l'an 2000 et ce jusqu'en 2100 selon les projections sur la base de l'hypothèse de fécondité moyenne, le RSE passera de 41,7 % à 59,1 %, représentant une croissance nette de 17,5 % sur une période de 100 ans ou encore une croissance moyenne annuelle de 0,4 % par an. Ainsi, du début à la fin de ce siècle, la CEDEAO connaîtrait une amélioration nette de 17 producteurs en plus pour 100 consommateurs en passant de 42 à 59 producteurs pour 100 consommateurs. Ainsi, à partir de 2020 où ce RSE est de 43 producteurs effectifs pour 100 consommateurs, le profil de la CEDEAO laisse transparaître une baisse de la dépendance économique des individus avec un gain de 0,63 consommateurs par producteur net en 80 ans.

La zone CEDEAO sans le Nigeria a un RSE qui a la même allure que celle de la région CEDEAO. L'on distingue également deux grandes phases. Une phase de déclin de 1950 à 1995 avec un ratio de soutien variant de 47,9 % à 43,3 % et une phase d'expansion de 1995 à 2100 au cours de laquelle le RSE devrait passer de 43,3 % à 59,9 %. En 2020, dans la zone CEDEAO hormis le Nigeria, 45 producteurs effectifs prennent en charge 100 consommateurs effectifs, soit un producteur prenant en charge plus de deux consommateurs effectifs. De 2020 à la fin du siècle, la situation de prise en charge sociale devrait s'améliorer avec un gain de près de 15 producteurs en plus. Dans ces conditions, un producteur effectif devrait prendre en charge à la fin du siècle 1,7 consommateurs effectifs contre 2,2 en 2020, d'où un gain de 0,54 consommateurs par producteur effectif sur la période.

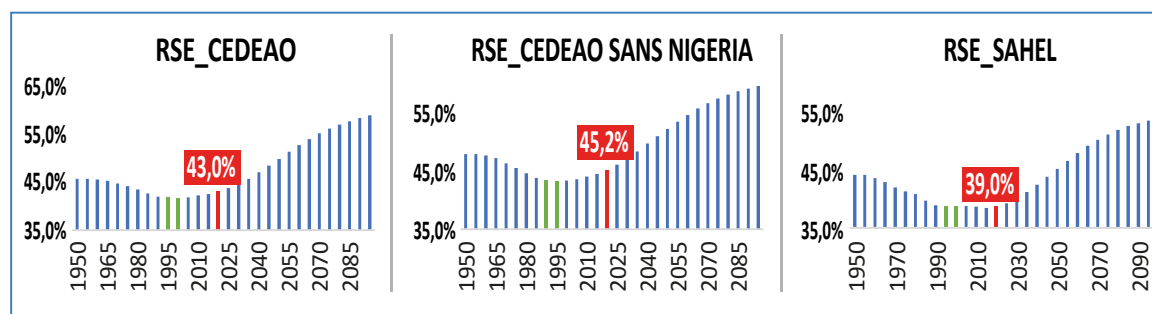
L'analyse des autres sous-ensembles fait ressortir également deux phases dans l'évolution du ratio de soutien économique dont la première est une phase de déclin et la deuxième est une phase de croissance.

De l'analyse individuelle des RSE de la CEDEAO et des différents sous-ensembles analysés, plusieurs caractéristiques ressortent.

1. La CEDEAO et les différents sous-ensembles analysés ont tous connus deux phases dans l'évolution de leur ratio de soutien économique entre 1950 et 2100 dont la première est un déclin et la seconde une croissance régulière et soutenue. La première phase pour l'ensemble des pays s'achève au plus tôt en 1995 (CEDEAO sans Nigeria) et au plus tard en 2015 (Sahel). Pour l'ensemble de la zone CEDEAO, la première phase s'achève en 2000 (Tableau 16).

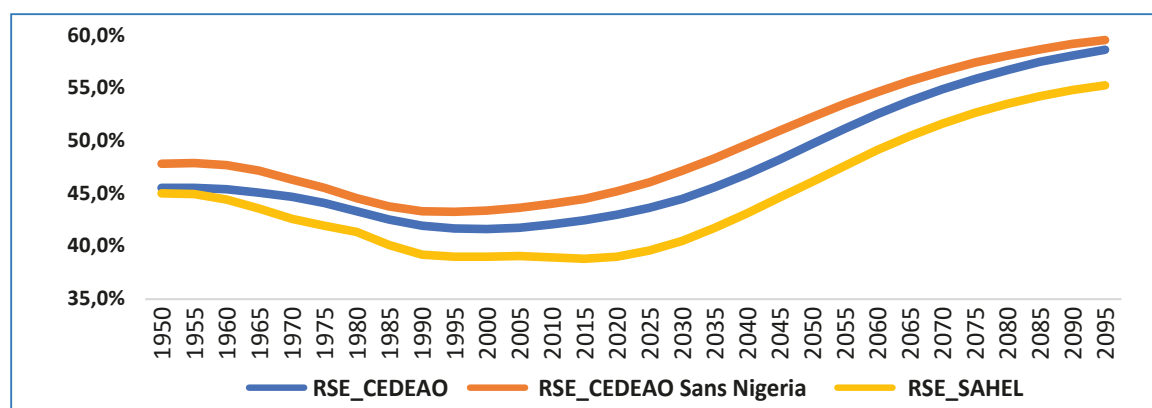
2. Tous les pays devraient connaître une amélioration de leur situation économique en relation avec leur structure démographique d'ici la fin du siècle. Ainsi, la prise en charge des consommateurs par producteur effectif devrait diminuer, donnant davantage de flexibilité au producteur effectif pour investir soit dans le renforcement du capital humain de sa progéniture ou du sien, soit dans l'accumulation de ressources pour assurer la vie post-activité. Ces investissements qualitatifs sont ceux qui seront à l'origine du second dividende démographique.
3. Le RSE à la fin du siècle devrait osciller entre 55,6% (Sahel) et 59,9 % (CEDEAO sans Nigeria). Le RSE de la CEDEAO à la fin du siècle devrait être de 59,1 %. Le Sahel a le RSE le plus faible à cause du faible rythme auquel se produit sa transition démographique (chapitre 1) et aussi du fait de l'inversion tardive (2015) du rythme d'évolution du RSE.
4. En 2020, le RSE de la zone CEDEAO est de 43 producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs contre 45,2 pour la CEDEAO sans le Nigeria. En revanche, le RSE du Sahel est 39 %.
5. Le RSE de la zone CEDEAO sur toute la période de 1950-2100 est en dessous de celui de la zone CEDEAO sans le Nigeria. Ainsi la zone sans le Nigeria aurait une meilleure prise en charge de sa dépendance démo-économique. (Graphique 28).
6. Au niveau des autres sous-ensembles, le sous-ensemble Sahel, sur toute la période a le plus faible ratio de soutien économique (Graphique 29).

Graphique 19 : Evolution du ratio de Soutien Economique de la CEDEAO et de ses sous-ensembles de 1950 à 2100



Source : CREG-ECA (2020)

Graphique 20 : Synthèse de l'évolution du ratio de soutien économique dans la CEDEAO



Source : CREG-ECA (2020)

Tableau 12 : Synthèse RSE et date d'ouverture de la fenêtre d'opportunité dans la CEDEAO

	1950	1990	2000	2020	2100	Variation du RSE 2020-2100	Année d'ouverture
	en %						
Sahel	45.0	39.2	39.0	39.0	55.6	16.6	2012
CEDEAO	45.6	42.0	41.7	43.0	59.1	16.1	1996
CEDEAO SANS NIGERIA	47.9	43.3	43.4	45.2	59.9	14.7	1992

Source : CREG-ECA (2020)

IV.2. Ouverture de la fenêtre du dividende démographique : premier dividende démographique

Les différentes définitions proposées présentent généralement le dividende démographique comme la croissance économique résultant de l'évolution de la pyramide des âges de la population d'un pays ou d'une région. Un dividende démographique survient lorsque la baisse du taux de natalité entraîne des changements dans la distribution par âge d'une population ; ce qui signifie que moins d'investissements sont nécessaires pour répondre aux besoins des groupes les plus jeunes et que les adultes sont relativement plus nombreux dans la population des personnes actives et productives. Ce phénomène crée une opportunité de croissance économique et de développement humain plus rapide pour un pays, sachant que plus de ressources sont disponibles pour être investies et réinvesties dans le développement économique et le bien-être familial (Bloom et al. 2012).

La transition démographique se définit par la période durant laquelle les taux de natalité et de mortalité connaissent une baisse importante en passant d'un niveau élevé à un niveau faible. Elle est donc une condition nécessaire mais pas suffisante pour l'atteinte du dividende démographique. En fait, la transition démographique doit être accompagnée par des investissements nécessaires dans les jeunes afin d'améliorer leur niveau d'éducation, de capital humain et par ricochet un accroissement de leur productivité économique. Ainsi les politiques sociales et économiques telles que : l'ouverture au commerce, des marchés de l'emploi flexibles et des investissements dans le capital humain, y compris dans l'éducation et la santé publique sont nécessaires pour profiter du dividende démographique. C'est ainsi qu'on qualifie le dividende démographique à une « fenêtre d'opportunité démographique ». Il est intéressant aussi de noter que plus d'un tiers de la croissance enregistrée entre 1965 et 1990 durant le « miracle économique » des pays de l'Asie de l'Est est le résultat des dividendes démographiques (Bloom, et al., 2000). Ces pays sont désormais des pays riches qui affichent des taux de fécondité faibles.

En effet, lorsque la « fenêtre d'opportunité démographique » s'ouvre, cette ouverture correspond à un « premier dividende démographique », qui constitue une période pouvant se prolonger pendant quelques années (voire cinq décennies selon certains auteurs), jusqu'à ce que les générations nombreuses d'actifs se rapprochent de l'âge de la retraite. Un « second dividende démographique » est envisageable aussi si ces dernières (générations) ont suffisamment de biens et des avoirs pendant leur vie active.

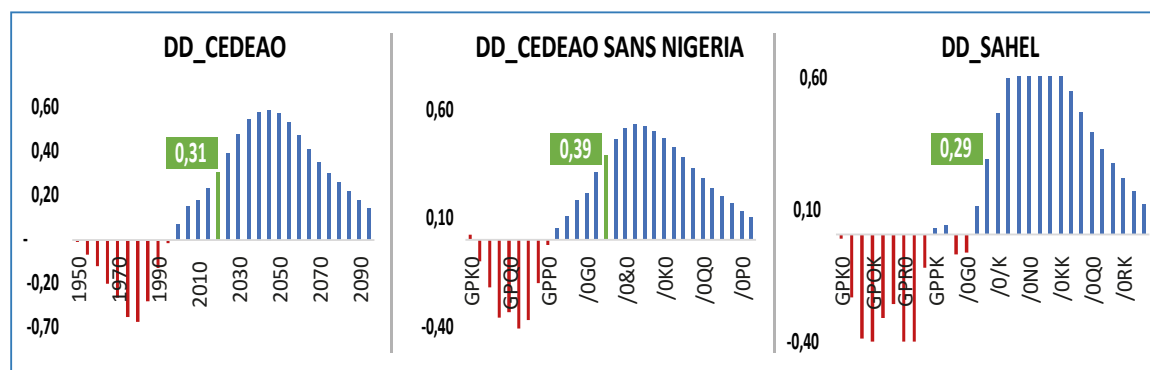
Selon la méthodologie NTA, l'ouverture de la fenêtre du dividende démographique correspond à la période à partir de laquelle le taux de croissance du ratio de soutien est positif.

La période d'ouverture de la fenêtre d'opportunité du Dividende Démographique pour la région CEDEAO est le quinquennat 1995-2000 (Graphique 30) tandis que celle de la zone CEDEAO sans le Nigeria se situe dans le quinquennat antérieur c'est-à-dire 1990-1995. Précisément, l'ouverture de la fenêtre d'opportunité du dividende démographique a eu lieu en moyenne pour l'ensemble de la zone CEDEAO en 1996 tandis que celle de la zone CEDEAO sans le Nigeria s'est produite relativement plus tôt en 1992 (Tableau 16). L'ouverture de la fenêtre d'opportunité donne droit au bénéfice du premier dividende démographique pour les pays de la zone et ce dividende devrait dans l'hypothèse de fécondité moyenne s'étaler au moins jusqu'à la fin du siècle.

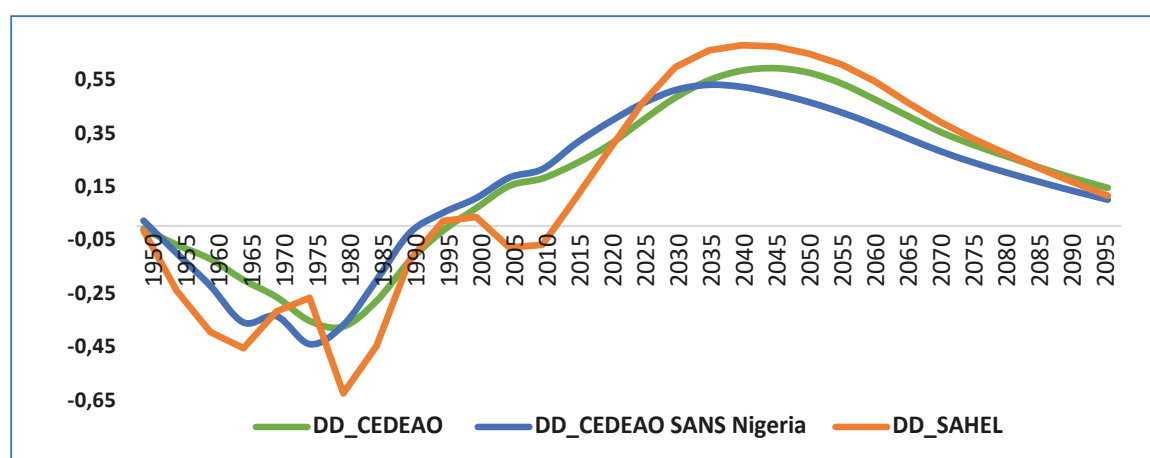
Le Sahel est le sous-ensemble dont le premier dividende est apparu tardivement avec l'ouverture de la fenêtre se situant en 2012.

L'ouverture de la fenêtre d'opportunité nécessite d'adapter les politiques en vigueur aux fins d'investir dans les piliers du dividende démographique que sont : l'éducation, la santé, le marché du travail des jeunes et l'amélioration de la gouvernance des pays.

L'évaluation de ce premier dividende démographique pour chacun des pays pour l'année 2020 révèle que le dividende démographique de la CEDEAO est de 0,31 % contre 0,39 % pour la zone CEDEAO sans le Nigeria. Au niveau des autres sous-ensembles régionaux, le dividende démographique pour le Sahel est de 0,29 %.

Graphique 21 : Fenêtre d'opportunité du Dividende Démographique : Premier dividende démographique

Source : CREG-ECA (2020)

Graphique 22 : Synthèse du premier Dividende Démographique dans la CEDEAO, la CEDEAO sans le Nigeria et le Sahel

source : CREG-ECA (2020)

Plusieurs observations se dégagent de l'évolution du dividende démographique telle que présentée dans les Graphiques 30 à 32.

1. Une opportunité de dividende démographique est apparue entre 1991 et 2012, qui est l'intervalle de temps au cours duquel la fenêtre d'opportunité s'est ouverte pour la CEDEAO et pour tous ses sous-ensembles tels que définis dans ce rapport (Tableau 16). Ainsi, depuis cette période et ce au moins jusqu'à la fin du siècle, la zone est dans un moment favorable de sa structure démographique. Les Etats doivent faire les investissements stratégiques et ciblés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'amélioration des conditions de création d'emplois et la gouvernance pour bénéficier de ce dividende qui n'est pas acquis.
2. Sur le sentier du dividende démographique, tous les sous-ensembles régionaux n'ont pas la même vitesse ou le même rythme. Cependant, à la fin du siècle, il subsiste encore des opportunités de bénéficier du dividende pour la région CEDEAO et pour tous ses sous-ensembles. La valeur du dividende en 2095 pour la CEDEAO sera de 0,14 % contre 0,10 % pour la zone CEDEAO sans le Nigeria (Tableau 16). La valeur du dividende pour le Sahel devrait être de 0,12 % (Tableau 16).
3. Le sentier du dividende démographique pour toute la zone CEDEAO et pour les différents sous-ensembles, a une allure concave avec des valeurs optimales atteintes à des périodes différentes. La région CEDEAO dans son ensemble devrait atteindre son maximum de dividende démographique en 2045 avec une valeur maximale de 0,59%. En revanche, la zone CEDEAO sans le Nigeria atteindra son maximum de 0,53 % en l'an 2035, soit dix ans plus tôt pour 0,06% de dividende démographique en moins. Le sous-ensemble Sahel quant à lui, devrait enregistrer le maximum du dividende de 0,68% aux alentours de 2040 (Tableau 17).

4. Il ressort de ces analyses que la région et ses sous-ensembles sont dans une phase de croissance du dividende démographique jusque dans la période 2035-2045. Il en résulte qu'il reste au maximum **25 années d'investissements stratégiques à réaliser pour optimiser ce seuil optimal décrit précédemment**. Au-delà de 2045, toute la zone doit se préparer au vieillissement en mettant en œuvre **des politiques pour prendre en charge les personnes âgées** et compenser la baisse des revenus liés à la cessation d'activité (Tableau 17).
5. De l'ouverture de leurs fenêtres respectives jusqu'à son optimum en 2035, le dividende démographique de la CEDEAO sans le Nigeria excède celui de la CEDEAO dans son ensemble. Cependant, à partir de cette année, il y a une inversion de tendance et c'est le dividende observé dans la CEDEAO qui domine celui de la zone CEDEAO sans le Nigeria (Graphique 32).

Tableau 13 : Synthèse du Dividende Démographique dans les pays de la CEDEAO

	1950	1990	2000	2020	2095	2020-2095	Maximum	
	en %						Valeur (%)	Année
Sahel	-0.01	-0.13	0.04	0.29	0.12	-0.17	0.68	2040
CEDEAO	-0.01	-0.13	0.07	0.31	0.14	-0.16	0.59	2045
CEDEAO SANS NIGERIA	0.02	-0.02	0.11	0.39	0.10	-0.29	0.53	2035

Source : CREG-ECA (2020)

IV.3. Perspectives à l'horizon 2100

Cette section fait des projections du ratio de soutien économique et du dividende démographique en fonction des hypothèses de fécondité afin de prévoir les implications économiques des politiques de population sur la croissance économique. Le choix de la fécondité comme base des projections est motivé par le fait que le dividende démographique ou le taux de croissance du ratio de soutien économique est fonction de la structure par âge de la population (et/ou du déficit du cycle de vie). A ces fins, les 3 scénarii qui sous-tendent les projections dans ce chapitre sont tributaires de modifications de la structure par âge de la population occasionnées par des hypothèses sur la fécondité.

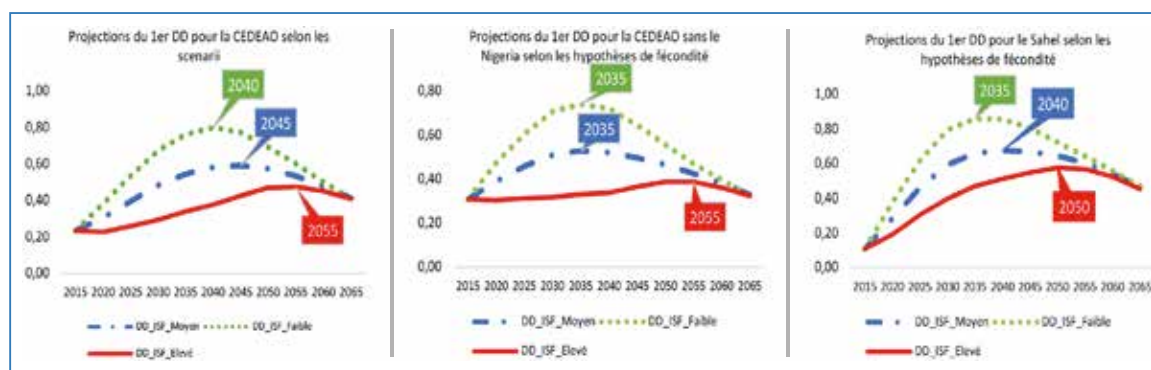
Sur la base de la référence de l'hypothèse de fécondité moyenne, deux autres scénarios sont envisagés : le scénario de l'hypothèse de fécondité élevée et le scénario de l'hypothèse de fécondité faible. Dans le scénario de fécondité faible, on s'assure à chaque instant sur la période de projection que l'ISF soit inférieur de 0,5 par rapport à la référence, l'hypothèse de fécondité moyenne. Quant à l'hypothèse de fécondité élevée, on s'assure que l'ISF soit à tout instant supérieur de 0,5 par rapport à l'ISF de référence.

Cette section présente donc l'évolution du ratio de soutien économique suivant les trois scénarii de fécondité et permet d'envisager et de comparer les implications de politiques de population ou de transition démographique sur la croissance économique. Elle présente et analyse d'emblée les implications sur le ratio de soutien économique et ensuite sur le dividende démographique pour la région CEDEAO et ses sous-ensembles.

IV.3.1. Gain de RSE ou coût d'opportunité en RSE selon les scénarii de fécondité

Le graphique 33 ci-après présente l'évolution du ratio de soutien économique de la région CEDEAO et de ses sous-ensembles sur la période 2015-2100 suivant les trois hypothèses de fécondité.

Tous les ratios de soutien de la CEDEAO et de ses sous-ensembles sont régulièrement croissants sur toute la période de projection. En outre, à tout instant sur la période de projection, la courbe décrivant l'évolution du ratio de soutien de l'hypothèse de fécondité faible est toujours au-dessus de celle de l'hypothèse de fécondité moyenne, elle-même dominant celle de l'hypothèse de fécondité élevée. Par ailleurs, la vitesse d'évolution au niveau de chaque trajectoire du ratio de soutien économique varie en fonction de la période et de l'hypothèse de fécondité pour chaque zone considérée.

Graphique 23 : Synthèse des projections du Ratio de Soutien Economique de 2015 à 2100 de la zone CEDEAO

Source : CREG-ECA (2020)

Au niveau de la CEDEAO en 2100, le ratio de soutien économique qui a une valeur de 59,1 % dans l'hypothèse moyenne aura une valeur de 62,3 % dans l'hypothèse de fécondité faible contre 56,0 % dans l'hypothèse de fécondité élevée. Il en résulte qu'il y a un gain ou coût d'opportunité associé au changement ou maintien de trajectoire de fécondité. Si les pays font suffisamment de réformes pour influencer leur taux de fécondité en passant d'une fécondité moyenne à une fécondité faible, ils réaliseront à l'horizon 2100, un gain supplémentaire de 3,2 producteurs pour 100 consommateurs effectifs. En revanche, ils perdront 3,1 producteurs pour 100 consommateurs si au contraire la fécondité passait d'un stade qualifié de moyen à un stade dit élevé tel que défini dans ce rapport (Tableau 18).

En ce qui concerne la CEDEAO sans le Nigeria, le ratio de soutien projeté dans l'hypothèse de fécondité moyenne est de 59,9 % contre 62,6 % pour l'hypothèse de fécondité faible et 57,1 % pour l'hypothèse de fécondité élevée. Ainsi, en passant de l'hypothèse de fécondité moyenne à l'hypothèse de fécondité faible les pays de la CEDEAO privée du Nigeria ont un gain supplémentaire de 2,7 producteurs effectifs pour 100 consommateurs contre une perte de 2,8 producteurs pour 100 consommateurs si l'on considère en revanche l'hypothèse de fécondité élevée (Tableau 18).

Lorsque l'on considère les autres sous-ensembles régionaux, le gain potentiel en 2100 associé au passage d'une fécondité moyenne à une fécondité faible ne fait gagner à l'économie que 2,6 producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs (Tableau 18).

Il ressort de ces analyses que pour tous les pays, il y a un gain potentiel associé à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité faible tandis qu'il y a un coût d'opportunité associée à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité élevée (Tableau 18).

Tableau 14 : Variation du RSE selon les hypothèses de fécondité et coût d'opportunité du changement de régime de fécondité sur la période 2015-2100

	Variation RSE (en %) 2100-2015			Coût d'opportunité RSE (+/- en %)	
	Moyenne	Faible	Elevée	Faible-Moyenne	Elevée-Moyenne
Sahel	16.8	19.4	14.2	2.6	-2.6
CEDEAO	16.6	19.8	13.5	3.2	-3.1
CEDEAO sans Nigéria	15.4	18.1	12.6	2.7	-2.8

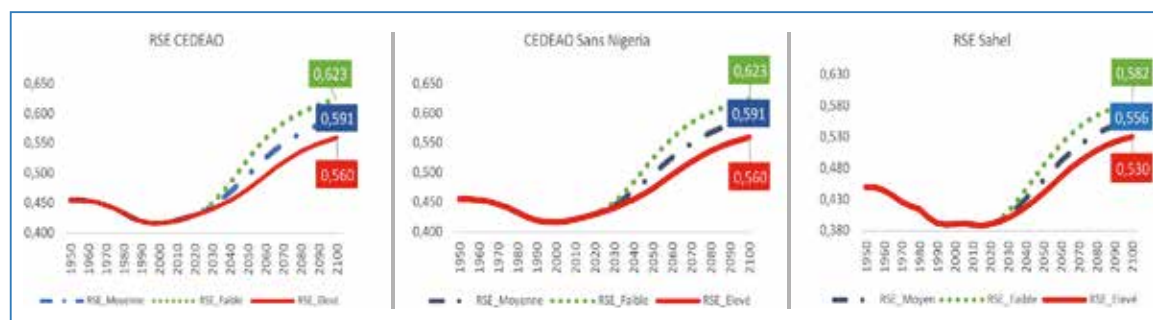
Source : CREG-ECA (2020)

IV.3.2. Gain en Dividende démographique ou coût d'opportunité économique selon les scénarii de fécondité

Pour la CEDEAO et ses différents sous-ensembles tels que définis dans ce rapport, la courbe du premier dividende démographique de l'hypothèse de fécondité faible est au-dessus de celle de l'hypothèse de fécondité moyenne elle-même dominant celle de l'hypothèse de fécondité élevée dans une première phase d'évolution. Dans une seconde phase, il y a une inversion des tendances et c'est la courbe d'évolution du premier dividende démographique dans l'hypothèse de fécondité élevée qui domine les deux autres avec la courbe liée à l'hypothèse de fécondité moyenne occupant toujours la position centrale (Graphique 34).

La fin de la première phase pour la CEDEAO et pour tous ses sous-ensembles à l'exception du Sahel est l'année 2065. La fin de la première phase pour le Sahel est l'année 2070 (Graphique 34). Au-delà de 2065 pour la CEDEAO, le potentiel de croissance du PIB lié à la modification de la structure démographique est tel qu'il est préférable d'avoir une fécondité élevée relativement à une fécondité faible. A titre d'illustration, en 2070, l'hypothèse de fécondité élevée est susceptible de générer un potentiel de croissance du PIB régional de 0,36% contre 0,33 % pour l'hypothèse de fécondité faible. Cette situation se justifierait par une population de plus en plus vieillissante qui accroîtrait donc relativement la dépendance à la vieillesse.

Graphique 24 : Synthèse des projections du Dividende Démographique de 2015 à 2100 de la zone CEDEAO



Source : CREG-ECA (2020)

Ainsi, une fécondité plus élevée permettrait un renouvellement de la population pour poursuivre le processus de création de richesse avec bien sûr une mise en œuvre effective des politiques de sécurité sociale pour la prise en charge des personnes du troisième âge pour favoriser le deuxième dividende et des investissements intensifs dans les secteurs clés du capital humain, de la gouvernance et du marché du travail d'autant que la fenêtre d'opportunité est ouverte.

Dans la CEDEAO, le premier dividende démographique atteindra son maximum de 0,80% en 2040 selon l'hypothèse de fécondité faible quand la valeur maximale de 0,59 % sera atteinte en 2045 dans l'hypothèse de fécondité moyenne. En 2055, la région devrait réaliser le maximum de son premier dividende qui sera de 0,47 % si l'on considère l'hypothèse de fécondité élevée (Tableaux 19, 20, 21). En revanche, la zone CEDEAO sans le Nigeria atteindra le maximum de son premier dividende de 0,74 % en 2035 dans l'hypothèse de fécondité faible tandis que la valeur maximale de 0,53% sera atteinte en 2035 dans l'hypothèse de fécondité moyenne. Avec l'hypothèse de fécondité élevée, le maximum de croissance potentielle du PIB est projeté à 0,39% en 2055.

Le Sahel enregistrera le maximum de 0,86 % de son dividende démographique en 2035 pour l'hypothèse de fécondité faible quand avec l'hypothèse de fécondité élevée, la valeur maximale attendue en 2050 est de 0,58 %.

Hypothèse de fécondité élevée

En considérant l'hypothèse de fécondité élevée, la CEDEAO et la zone CEDEAO sans le Nigeria, atteindront ensemble la valeur maximale de leur dividende démographique en 2055. Le sous-ensemble Sahel atteindra son optimum de dividende démographique cinq années plus tôt, c'est-à-dire en 2050. En considérant l'hypothèse de fécondité élevée, la valeur maximale de dividende est de 0,58 % et elle sera réalisée dans le sous-ensemble Sahel. En revanche, la plus faible valeur maximale sera obtenue dans la zone CEDEAO privée du Nigeria. Pour la zone CEDEAO, en 2055, elle atteindra le maximum de son dividende démographique qui est de 0,47 % (Tableau 19).

Dans cette hypothèse, en général, le dividende démographique ou encore le taux de croissance du ratio de soutien économique est plus faible que dans les autres scénarii dans la première phase à cause de l'importance de la population à charge (une population dépendante à bas âge) (Graphique 34). Dans ces conditions, les priorités sont orientées vers des dépenses démographiques telles que la construction d'école, de centre de santé plutôt que dans des investissements dans des secteurs porteurs de croissance économique. Comme cela a été mis en évidence dans le chapitre 3, le déficit du cycle de vie est important et il ne peut être couvert par le revenu du travail d'une minorité de producteurs nets. L'important déficit du cycle de vie qu'il faut impérativement financer est un frein à la croissance de la sous-région.

Tableau 15 : Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité élevée de 2015 à 2095

	Fécondité élevée						Maximum	
	2015	2020	2030	2050	2065	2095	Année*	Valeur
Sahel	0.11	0.19	0.40	0.58	0.45	0.14	2050	0.58
CEDEAO	0.24	0.23	0.30	0.47	0.41	0.16	2055	0.47
CEDEAO sans Nigéria	0.31	0.31	0.32	0.39	0.32	0.12	2055	0.39

Source : CREG-ECA (2020)

Hypothèse de fécondité moyenne

La CEDEAO et ses sous-ensembles régionaux atteindront leur maximum de dividende démographique à u plus tôt en 2025 et au plus tard en 2045. La CEDEAO atteindra son maximum de dividende pour cette hypothèse aux environs de 2045 avec une valeur de 0,59 %. La CEDEAO sans le Nigeria connaîtra le maximum de dividende en 2035 avec une valeur de 0,53 %. Le sous-ensemble Sahel en revanche atteindra son pic de dividende en 2040 pour une valeur projetée à 0,68 % (Tableau 20).

Dans cette hypothèse, l'incidence de la modification de la structure de la population sur la croissance économique est meilleure que dans l'hypothèse de fécondité élevée, mais moins bonne que dans celle de fécondité faible (Graphique 34). Dans cette hypothèse, la période 2015-2045 est la période idéale pour booster la croissance du PIB de la zone CEDEAO car la courbe de dividende démographique de la CEDEAO se trouve dans sa partie croissante. A partir de 2045 où la zone CEDEAO devrait atteindre son maximum de 0,59 % de croissance du PIB régional, la courbe du dividende décroîtrait régulièrement. La décroissance du premier dividende est due à l'entrée progressive mais massive dans la tranche d'âge des populations actives avec moins d'opportunité d'emploi pour les jeunes. Pour anticiper sur cette situation, l'Etat devrait pendant la phase de croissance du premier dividende démographique, mener des actions spécifiques notamment investir dans le développement humain et la création d'emplois afin de créer le maximum de richesse.

Tableau 16 : Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité moyenne de 2015 à 2095

	Fécondité Moyenne						Maximum	
	2015	2020	2030	2050	2065	2095	Année*	Valeur
Sahel	0.11	0.29	0.59	0.65	0.46	0.12	2040	0.68
CEDEAO	0.24	0.31	0.48	0.58	0.41	0.14	2045	0.59
CEDEAO sans Nigéria	0.31	0.39	0.51	0.47	0.33	0.10	2035	0.53

Source : CREG-ECA (2020)

Hypothèse de fécondité faible

La région CEDEAO si elle investit suffisamment dans l'accélération de la transition démographique et dans les secteurs porteurs tels que l'éducation, la santé, la gouvernance et le marché du travail en facilitant l'insertion des jeunes, devrait atteindre son maximum de dividende démographique de 0,80 % dans les vingt prochaines années. Ces vingt prochaines années sont donc décisives car au-delà de 2040, la courbe du dividende démographique aborde une phase décroissante (Graphique 34).

Jusqu'en 2040, la structure de la population de la CEDEAO est telle qu'elle peut entraîner la hausse le PIB par tête si les politiques adéquates sont menées par les pays. Ces actions doivent se faire de manière intense sur la période afin de tirer le maximum de profit pour amortir les difficultés de la prochaine phase dans laquelle la structure de la population ne sera plus un potentiel mais plutôt un poids sur la croissance. Toutefois, cet inconvénient de la structure démographique devrait être maîtrisé si par exemple les travailleurs une fois à la retraite disposent de ressources suffisantes issues de leur épargne pour faire face à leurs charges. L'année marquant le maximum du dividende démographique est une année critique qui devrait marquer la mise en œuvre de politiques efficaces pour un vieillissement heureux et long des populations.

Le Sahel en revanche a encore 15 ans d'investissements intensifs dans les secteurs prioritaires et dans l'accélération de la transition démographique pour capturer 0,86 % de croissance de son PIB (Tableau 20). La zone CEDEAO sans le Nigeria a encore 15 ans pour espérer bénéficier de 0,74 % de croissance de son PIB à condition que les investissements adéquats soient réalisés dans cet intervalle de temps.

Tableau 17 : Premier Dividende Démographique dans la CEDEAO selon l'hypothèse de fécondité faible de 2015 à 2095

	Fécondité Faible						Maximum	
	2015	2020	2030	2050	2065	2095	Année*	Valeur
Sahel	0.11	0.38	0.80	0.73	0.47	0.07	2035	0.86
CEDEAO	0.24	0.38	0.67	0.69	0.41	0.12	2040	0.80
CEDEAO sans Nigéria	0.31	0.48	0.71	0.56	0.32	0.06	2035	0.74

Source : CREG-ECA (2020)

Des projections réalisées sur les trois hypothèses, plusieurs observations peuvent être faites :

1. La courbe du premier dividende démographique de l'hypothèse de fécondité faible est au-dessus de celle de l'hypothèse de fécondité moyenne elle-même dominant celle de l'hypothèse de fécondité élevée.
2. Pour la CEDEAO et ses sous-ensembles, les valeurs maximales du dividende démographique sont successivement atteintes dans le temps suivant la chronologie suivante : fécondité faible, fécondité moyenne et enfin fécondité élevée. A titre d'illustration, la CEDEAO réalisera le maximum du premier dividende démographique pour l'hypothèse de fécondité faible en 2040. Ensuite en 2045, elle atteindra le maximum de dividende démographique pour l'hypothèse de fécondité moyenne et dix années plus tard, c'est-à-dire en 2055, elle réalisera le maximum de son dividende démographique pour l'hypothèse de fécondité élevée.
3. Les valeurs maximales des dividendes sont différentes pour la même région suivant les hypothèses de fécondité. Pour toute la CEDEAO et les différents sous-ensembles régionaux, la valeur maximale du dividende démographique pour l'hypothèse de fécondité faible excède celle de l'hypothèse de fécondité moyenne qui elle aussi est supérieure à la valeur maximale du dividende pour l'hypothèse de fécondité élevée.
4. Le dividende démographique est une opportunité qui est limitée dans le temps car si les investissements adéquats ne sont pas réalisés dans l'intervalle de temps favorable surtout dans la phase de croissance de la courbe de dividende qui se situe ici entre 2025-2055 pour la plupart des pays, les effets de croissance attendus ne seront pas obtenus.
5. L'analyse des trois scénarii de fécondité montre que les politiques en faveur d'une fécondité réduite offrent plus d'opportunité de croissance et que cela pourrait engendrer un second dividende démographique si le potentiel de travailleurs permet de créer et d'accumuler suffisamment de ressources pour financer la retraite de ces derniers et l'économie en général. La mise en œuvre de politiques de sécurité sociale adéquates catalyserait le second dividende.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

L'analyse de la dépendance permet de faire ressortir que la durée du surplus dans la région CEDEAO est de 31 ans contre 33 lorsque l'on exclut le Nigeria. Le surplus dans la zone CEDEAO débute à l'âge de 31 ans pour s'achever à 62 ans alors qu'il débute un an plus tôt et s'achève un an plus tard si l'on considère la zone sans le Nigeria. Le Sahel CEDEAO (Burkina Faso, Mali, Niger), jouit par contre d'un surplus plus long (36 ans) lié au fait que le surplus apparaît assez tôt à l'âge de 27 ans.

Le Sahel semble présenter un meilleur équilibre interne avec un Indice de Couverture du Déficit du cycle de vie de 51,6 % contre 29,6 % pour la CEDEAO et 33,0 % pour la CEDEAO sans le Nigeria.

Le déficit global de la CEDEAO devant faire l'objet d'un financement est évalué à 413,5 milliards USD et représente 28,6 % du PIB régional en parité de pouvoir d'achat. En ce qui concerne la CEDEAO sans le Nigeria, le défi de la mobilisation des ressources pour le financement du déficit du cycle de vie est évalué à 104,1 milliards USD, soit 27,1 % du PIB PPA de cet ensemble. En valeur relative, les efforts de mobilisation de ressources pour le financement du déficit sont de 17,4 % de leur PIB PPA pour le Sahel.

Ces efforts de financement du déficit seraient réduits si les Etats investissaient massivement et efficacement dans la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes. En effet, il y a un gain potentiel de 92,2 milliards USD, soit 6,4 % du PIB PPA régional si les jeunes de 15 à 30 ans de la région CEDEAO produisent juste ce qu'ils consomment toutes choses étant égales par ailleurs. Le gain pour la CEDEAO sans le Nigeria serait de 5,0 % du PIB PPA contre 2,6 % pour le Sahel.

Une opportunité de dividende démographique apparaît entre 1991 et 2012 pour la CEDEAO et tous ses sous-ensembles. Pour la zone CEDEAO, la fenêtre s'est ouverte en 1996 contre 1992 pour la zone CEDEAO sans le Nigeria. Le Sahel a vu ouvrir sa fenêtre d'opportunité économique en 2012.

En 2020, Le Ratio de Soutien Economique de la zone CEDEAO est de 43 producteurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs contre 45,2 pour la CEDEAO sans le Nigeria. Le RSE du Sahel est 39 %.

L'évaluation de ce premier dividende démographique pour l'année 2020 révèle que le dividende démographique de la CEDEAO est de 0,31% contre 0,39 % pour la zone CEDEAO sans le Nigeria. Le dividende démographique du Sahel est de 0,29 %.

Jusqu'à la fin du siècle, la fenêtre d'opportunité demeure ouverte et il subsiste encore des opportunités de bénéficier du dividende pour la région CEDEAO et pour tous ses sous-ensembles. Cependant, les projections du ratio de soutien économique et du dividende démographique réalisées en fonction des hypothèses de fécondité permettent de prévoir les implications économiques des politiques de population ou de transition démographique sur la croissance économique. Il y a un gain potentiel de croissance ou un coût d'opportunité associé au changement ou au maintien d'une trajectoire de fécondité. Pour la CEDEAO et ses sous-ensembles, il y a un gain potentiel associé à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité faible tandis qu'il y a un coût d'opportunité associée à une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité élevée.

Relativement à l'hypothèse de fécondité moyenne, la CEDEAO et l'UFM en investissant dans l'accélération de la transition démographique de sorte à réduire significativement la fécondité gagneraient potentiellement chacun pour sa part, 0,24 % de croissance du PIB en plus. Si en revanche, elles ne faisaient pas assez d'investissement et que la fécondité s'accroissait relativement à l'hypothèse moyenne, elles perdraient toutes choses étant égales par ailleurs 0,13 % de croissance pour la CEDEAO. Le gain potentiel de croissance d'une transition de fécondité moyenne à une fécondité faible sera de 0,25% pour la zone CEDEAO privée du Nigeria. Cependant, en cas d'une transition d'une fécondité moyenne à une fécondité élevée, la zone CEDEAO privée du Nigeria perdrait 0,16 % de croissance de son PIB contre 0,13%. Le Sahel gagnerait potentiellement 0,22 % de croissance de son PIB en passant d'une fécondité moyenne à une fécondité basse tandis que le passage d'une fécondité moyenne à une fécondité élevée lui coûterait 0,10 % de croissance de son PIB. L'investissement dans la transition d'une fécondité élevée à une fécondité faible est donc porteuse de croissance économique toutes choses étant égales par ailleurs.

Le dividende démographique est une opportunité qui est limitée dans le temps car si les investissements adéquats ne sont pas réalisés dans l'intervalle de temps favorable surtout dans la phase de croissance

de la courbe de dividende qui se situe ici entre 2025-2055 pour la plupart des pays, les effets de croissance attendus ne seront pas obtenus.

Au terme de cette étude, les principales recommandations de politique sont les suivantes :

1. ***Mettre en œuvre des politiques pour accélérer la transition de la fécondité.***
2. ***Investir massivement dans la jeunesse à travers des programmes de formation initiale et professionnelle basée sur les besoins du marché du travail.***
3. ***Préparer le vieillissement de la population Ouest-africaine par la mise en œuvre de politiques sociales hardies au plus tard à partir de la période 2035-2045.***
4. ***Assurer au niveau régional la production régulière et harmonisée de l'écosystème de données nécessaire à la production des Comptes Nationaux de Transferts.***

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Mondiale (2020a), Classification of Fragile and Conflict-Affected Situations <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>
- Banque Mondiale (2020b), World Development indicators 2020, available at <http://databank.worldbank.org/data/views/variableselection/selectvariables.aspx?source=worlddevelopment-indicators>, http://databank.worldbank.org/data/download/WDI_excel.zip
- Banque Mondiale (2019a), Africa's Pulse, No. 19, April 2019 : An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31499>
- Banque Mondiale (2019b), World Governance Indicators, <https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators>
- Bloom, D. E., D. Canning, G. Fink, and J. E. Finlay, (2012), "Microeconomic Foundations of the Demographic Dividend." PGDA Working Paper 93, Harvard University, Program on the Global Demography of Aging, Cambridge, MA.
- Bloom, D., Canning, D., Finlay, J., (2010), Population Aging and Economic Growth in Asia, eds The Economic Consequences of Demographic Change in East Asia, NBER-EASE Volume 19, p. 61 – 89, <http://www.nber.org/chapters/c8148>
- Bloom, D., Canning, D., Sevilla, J., (2001), Economic Growth and the Demographic Transition, NBER Working Paper No. 8685 December 2001, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.203.1634&rep=rep1&type=pdf>
- Bloom, D. E., D. Canning, and P. Malaney, 2000, "Demographic Change and Economic Growth in Asia." Population and Development Review 26 (supplement): 257–90.
- Bloom, D.; Williamson, J., (1998), Demographic transitions and economic miracles in emerging Asia (English), Washington, D.C.: World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/934291468206034843/Demographic-transitions-and-economic-miracles-in-emerging-Asia>
- Canning, D., S. Raja et A. S. Yazbeck, (2015), Africa's Demographic Transition: Dividend or Disaster?, Agence Française de Développement et Banque Mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22036>
- CEDEAO, (2020), Indicateurs de la surveillance multilatérale, Commission de la CEDEAO
- CREFAT (2016a), Méthodologie de construction des comptes de transferts nationaux, version 2.0, Thiès, 212 p.
- CREFAT-CREG (2020), Profil NTA du Togo
- CREFAT- CREG (2018), Profil NTA de la Guinée
- CREFAT, (2017), Profil NTA du Cap Vert
- CREFAT, (2017), Profil NTA de la Gambie
- CREFAT, (2017), Profil NTA du Niger
- CREFAT, Profil NTA de la Sierra Leone
- CREFAT, (2016), Profil NTA de la Côte d'Ivoire
- CREFAT-LAREG (2016), Profil NTA du Bénin
- CREFAT, (2016), Profil NTA du Burkina Faso
- CREFAT, (2016), Profil NTA de la Guinée Bissau
- CREFAT, (2016), Profil NTA du Mali
- CREFAT, (2012), Profil NTA du Sénégal
- CREG-UNFPA, (2017), Rapport sur la dépendance économique au sein de la CEDEAO : approche des Comptes Nationaux de Transferts, 32p.
- Cutler, D., Poterba, J., Sheiner, L., Summers, L., (1990), An aging society: Opportunity or challenge, Brookings Papers on Economic Activity, 1: 1990, <https://www.ntaccounts.org/doc/repository/Cutler.pdf>
- d'Albis H., Boubtane E., Coulibaly D. (2015) "Immigration Policy and Macroeconomic Performance in France", Etudes et Documents, n°5, CERDI. http://cerdi.org/production/show/id/1662/type_production_id/1

- Dramani, L. et J-B. Oga (2016). "Understanding demographic dividends in Africa: the NTA approach", Journal of Demographic Economics, page 18, Vol 81.
- Dramani, L., and C. Mbacké, (2017), "Africa's Demographic Dividend - An Elusive Window of Opportunity?", IUSSP International Population Conference 2017, <https://iussp.confex.com/iussp/ipc2017/mediafile/Presentation/Paper6568/An%20elusive%20window%20of%20opportunity-submit2.pdf>
- Gollin, D., (2002), Getting Income shares right, Journal of Political Economy, 2002, vol. 110, issue 2, 458-474
- ILOSTAT (2020), Labor Statistics, <https://ilostat.ilo.org/fr/data/>
- Kraay, A., (2018), Methodology for a World Bank Human Capital Index, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/300071537907028892/pdf/WPS8593.pdf>
- Lee R, Mason A., (2011), Population Aging and the Generational Economy: A Global Perspective. Cheltenham, UK: Edward Elgar; 2011.
- Lee, R., (1994), Population Age Structure, Intergenerational Transfer, and Wealth: A New Approach, with Applications to the United States, The Journal of Human Resources, Vol. 29, No. 4, Special Issue: The Family and Intergenerational Relations (Autumn, 1994), pp. 1027-1063
- Lee R, Mason A. (2010), Fertility, human capital, and economic growth over the demographic transition. European Journal of Population. 2010 May;26(2):159-182. 2010
- Mason, A., Lee, R., (2007), "Transfers, Capital, and Consumption over the Demographic Transition" in Population Aging, Intergenerational Transfers and the Macroeconomy, Robert Clark, Naohiro Ogawa, and Andrew Mason (eds) Cheltenham, UK: Edward Elgar, p.128-162, https://www.rand.org/content/dam/rand/www/external/labor/aging/rsi/rsi_papers/2009/LeePaper03.pdf
- Miller, Tim (2011). "The rise of the intergenerational state: aging and development" in Ronald Lee and Andrew Mason, eds., Population Aging and the Generational Economy: A Global Perspective (Cheltenham, United Kingdom and Northampton, Massachusetts: Edward Elgar), pp. 161-184.
- Organisation des Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division Population, (2019), Perspectives de la population mondiale 2019, version en ligne, Rev.1
- PNUD, 2019, Rapport Mondial sur le Développement Humain 2019, 1 UN Plaza, New York, NY 10017 États-Unis, , http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf
- United Nations, (2013), National Transfer Accounts Manual : Measuring and Analysing the Generational Economy, NY, 226 p., https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/development/Final_March2014.pdf

